



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- « On n'a pas signé pour fabriquer des armes » : l'inquiétude de salariés Renault face à un projet de drones militaires – *Reporterre*
- À Saint-Jean-de-Folleville, le Conseil d'État valide l'usine Eastman malgré l'opposition des associations – *Paris Normandie*
- Sandouville. Renault devient l'unique actionnaire de Flexis, et annonce qu'il n'y aura pas d'impact sur la production - *Tendance ouest*
- Industrie. Renault reprend seul le projet Flexis : quelles conséquences pour l'usine de Sandouville ? – *Le courrier cauchois*
- Champignons, IA : pour dépolluer les sols contaminés, ces Normands rivalisent d'inventivité – *France 3*
- Betteraves : une campagne qui bat des records à la sucrerie de Fontaine-le-Dun - *Informations dieppoises*

Narcotrafic

- Le Havre, principale porte d'entrée de la cocaïne en France en 2025 – *France 3*

Services de l'État

- Grippe aviaire : le parc de Clères à nouveau sous surveillance après la mort d'un canard – *Paris Normandie*

Santé

- Seine-Maritime. Vingt-sept lots de Doliprane rappelés : des pipettes défectueuses en cause – *Le courrier cauchois*
- Urgences, hospitalisation, psychiatrie : le gouvernement va diminuer la part remboursée par la Sécu – *Paris Normandie*

Sécurité

- Seine-Maritime. En plus de la vitesse, les radars vérifient désormais votre assurance – *Le courrier cauchois*
- Louis Vuitton, Lacoste, Nike : à Eu, une femme revendait des vêtements de contrefaçon sur internet – *Paris Normandie*

Agriculture

- Salon de l'agriculture : l'État sabre les aides aux fermes en difficulté – *Reporterre*
- « Danone prospère, nos fermes galèrent » : les jeunes agriculteurs mobilisés à Ferrières-en-Bray – *Paris Normandie*

Logement

- Seine-Maritime. Travaux en 2026 : ce qui change pour toucher MaPrimeRénov' après la réouverture des aides – *Le courrier cauchois*

Hommage

- À Saint-Étienne-du-Rouvray, la cérémonie d'hommage au père Jacques Hamel se dessine pour les dix ans – *Paris Normandie*

Travaux et aménagements

- Pont Colbert à Dieppe : « Le calendrier de remise en service reste à confirmer » - *Paris Normandie*
- Un centre de loisirs dans les anciens locaux de l'entreprise Rougette - *Paris Normandie*
- Rue des Martyrs, transports : la CCI d'Elbeuf fait ses demandes aux candidats pour relancer l'attractivité – *Journal d'Elbeuf*

Pêche

- Pêche à la coquille Saint-Jacques : deux zones fermées plus tôt au large de Dieppe - *Informations dieppoises*

Municipales 2026

- Étoutteville. Michel Fillocque candidat avec _une seule motivation, notre commune – *Le courrier cauchois*
- Municipales au Havre : la gauche, (presque) unie derrière Jean-Paul Lecoq, présente sa liste – *Paris Normandie*
- Municipales 2026 à Étainhus. Candidat à sa succession, Rémi Malo veut « poursuivre les projets entamés » - *Paris Normandie*
- Municipales 2026. Pierre-José Saffray lance la liste Agir pour Ouville – *Paris Normandie*
- À Amfreville-la-Mivoie, un conseiller d'opposition annonce sa candidature aux municipales 2026 – *Paris Normandie*
- Calleville-les-Deux-Eglises. La tête de liste d'opposition estime « un nouveau souffle nécessaire » - *Paris Normandie*
- Julien Leblond présente une liste de continuité - *Paris Normandie*
- Houpeville. Monique Bourget vise la passe de quatre - *Paris Normandie*
- Municipales 2026 à Angiens : le maire raccroche, son premier adjoint en lice pour lui succéder - *Informations dieppoises*
- Municipales 2026 : à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, Arlen Richard-Piedeleu va mener une liste soutenue par la gauche – *Journal d'Elbeuf*

Acteurs publics

- Le projet de loi "Décentralisation" entend conforter le contrôle de l'État autour de la "figure du préfet"

« On n'a pas signé pour fabriquer des armes » : l'inquiétude de salariés Renault face à un projet de drones militaires

Reporterre

8-11 minutes

Fin 2026, le groupe Renault devrait fabriquer des drones kamikazes pour le compte de l'armée. À Cléon, le site pressenti pour produire les moteurs, les salariés sont partagés sur la militarisation de leur usine.

Cléon (Seine-Maritime), reportage

Seuls ou en petits groupes, les salariés de Ampère (une filiale de Renault), à Cléon, convergent vers le tourniquet d'entrée de l'usine, tandis que, faisant le chemin inverse, d'autres employés prennent la route du parking. Il est 13 h 30 et l'équipe de l'après-midi remplace celle du matin dans l'usine située au sud de Rouen. Une usine qui, depuis 1958, produit des moteurs et des boîtes de vitesse pour la marque au losange.

Produire pour l'armée ? Si la révélation du projet par la presse le 19 janvier suscite un certain nombre d'inquiétudes au sein du personnel, celui-ci n'est qu'un sujet de discussion parmi d'autres au vu de la situation sociale de l'usine. « *Moi, je suis sur un secteur qui va fermer, donc on parle plus de nos mutations* », glisse à l'improviste un salarié, puis d'ajouter avant de filer vers le tourniquet : « *C'est vrai que ça fait peur. Si un jour il y a une guerre, on sera les premiers bombardés.* »





Devant l'entrée du secteur fonderie, peu de salariés acceptent de parler des drones. © *Émilie Sfez / Reporterre*

Cette nouvelle production qui divise les salariés, c'est le drone Chorus. Un engin développé par l'entreprise d'armement Turgis Gaillard en collaboration avec Renault — qui devrait ouvrir dès la fin de l'année une chaîne d'assemblage dans son usine du Mans. Le site de Cléon, seul site français du groupe à fabriquer des moteurs, se chargerait quant à lui de la propulsion. Selon les informations distillées par le constructeur, la capacité mensuelle de production serait de 600 drones par mois.

Devant l'usine de Cléon, difficile d'obtenir des réactions des employés sur ce sujet. Une attitude qui, pour William Audoux, secrétaire CGT de l'usine, s'expliquerait par une peur de représailles de la part de la direction. Casquette vissée sur la tête, et badges épinglés à la veste, ce vétéran travaille dans l'usine depuis plus de trente ans et en connaît parfaitement les arcanes. Selon lui, les avis sur ce projet sont assez partagés au sein du personnel. « *Certains salariés sont assez choqués et ne veulent pas entendre parler de ça, d'autres disent : "Oui mais l'avenir est incertain, ça nous fera peut-être du travail". Il y a tout ça de mélangé.* »

Une taille impressionnante

D'après [les informations](#) du journal l'*Usine Nouvelle* qui a révélé l'affaire en janvier, le projet Chorus consistera en des munitions téléopérées à long rayon d'action, des engins à usage unique, destinés à s'écraser sur des cibles à l'instar d'un missile de croisière. Selon le média, le drone devrait mesurer 8 mètres de long pour 10 mètres d'envergure, pour une portée hypothétique de 1 000 kilomètres. Des dimensions hors norme pour une munition rôdeuse : le Shahed 238 iranien et son pendant russe, le Geran-3, plus gros engins de ce type actuellement en service, ne mesurent que 3,5 mètres.

Suite à sa sortie dans la presse, la nouvelle a été officiellement confirmée quelques jours plus tard aux salariés de l'usine du Mans.

Pourtant, à Cléon, aucune communication n'est pour le moment venue confirmer ou démentir cette nouvelle.



Depuis 2006, l'usine de Cléon est passée de 5 000 à 2 500 salariés. © *Émilie Sfez / Reporterre*

« *La direction nous dit que pour l'instant il y a encore des discussions en cours, mais que si ça devient officiel, nous aurons un CSE extraordinaire dans la foulée* », explique William Audoux.

Interrogé afin d'obtenir des explications sur cette situation, le groupe Renault s'est refusé à tout commentaire sur le calendrier du projet, ainsi que sur les caractéristiques techniques du drone. Le constructeur a cependant admis que certaines des pièces de ces engins devraient être directement issues de la construction automobile. « *Le Groupe dispose d'un savoir-faire recherché dans la conception, l'industrialisation et la production en grande série d'objets hautement technologiques, tout en maîtrisant la qualité, les coûts et les délais. Certaines pièces du drone seront effectivement issues de ce savoir-faire automobile.* »

Un début de production à la fin de l'année 2026

Selon nos informations, dix moteurs devraient tout de même être prélevés cette année sur la production du site normand, pour procéder à des essais sur des prototypes.

Au Mans, les choses sont plus précises. Contacté par *Reporterre*, Richard Germain, secrétaire CGT du site sarthois, précise que la construction de la nouvelle ligne d'assemblage devrait débuter dès le premier semestre 2026 pour un début de production à la fin de l'année. Cette nouvelle chaîne devrait employer une soixantaine de personnes, toutes recrutées au sein de l'usine sur la base du

volontariat.

Contrairement au Mans, aucune nouvelle chaîne ne devrait voir le jour à Cléon, le drone devant être propulsé par un simple moteur 2L diesel, déjà produit par l'usine, selon la CGT. Pourtant, malgré cela, la nouvelle ne passe pas auprès de certains employés.



« Si on avait voulu travailler dans l'armement, on aurait postulé ailleurs que chez Renault », déclare Eric. © Émilie Sfez / Reporterre

« Avec les collègues, on n'a pas signé pour fabriquer des armes de guerre pour aller abattre des gens à l'autre côté de la planète », témoigne avec émotion un salarié à sa sortie de l'usine, sous couvert d'anonymat, avant d'ajouter : « Nous, on est là pour fabriquer des pièces automobiles, mais pas pour nous engager dans un quelconque conflit pour des capitalistes, ça ne nous concerne pas. »

À ses côtés, son collègue Eric, renchérit : *« Les capitalistes ne risquent rien, ils engagent juste leur pognon au détriment de la vie des autres. C'est une aberration. »*

Une position partagée par la CGT, le syndicat majoritaire à Cléon, pour qui il n'est pas question de soutenir la militarisation d'usines civiles.

« Nous à la CGT, on a pas du tout envie de participer à cette course mondiale à l'armement pour qu'une minorité de milliardaires se partagent la planète », déclare William Audoux, qui fustige aussi l'argument de l'emploi, souvent avancé par les partisans du projet. « Des moteurs thermiques, on en fait 11 000 à 12 000 par mois,

donc 600 moteurs en plus, ça fait 30 moteurs par jour. On ne le verra même pas », dit-il. Pourtant, l'usine de Cléon est, depuis des années, dans une situation très préoccupante.

Plusieurs projets similaires en développement

À l'abri des bourrasques de vent froid qui souffle ce jour-là sur la vallée de la Seine, William Audoux nous tend une liasse de graphiques, sur l'évolution de l'emploi et de la production de l'usine. Sur chacun d'entre eux, courbes et histogrammes sont en chute libre. Ainsi, le site ne compte plus que 2 500 salariés en CDI contre 5 000 en 2006, un chiffre qui continue de diminuer.

De même, la production de moteurs thermiques a été divisée par trois depuis 2018, passant de 681 000 à 222 000 en 2025. Si l'usine produit également des moteurs électriques, leur production nécessiterait 5 à 7 fois moins de travailleurs selon William Audoux. *« Dans un moteur thermique, il y a des pistons, il y a des bielles [pièce d'un moteur à piston]. Dans un moteur électrique, vous faites surtout de l'enroulage »,* explique le syndicaliste.



« Si ça peut amener du travail pourquoi pas, après, c'est ce à quoi ça va servir qui nous inquiète le plus », explique Jonathan Le Moal, salarié de l'usine. © Émilie Sfez / Reporterre

Une situation précaire qui pour Jonathan, rencontré à l'entrée du site, pourrait contribuer à maintenir une pression sur les salariés. *« Il y en a qui seraient prêts à accepter tout et n'importe quoi, parce qu'il faut bien nourrir leur famille, subvenir aux besoins, payer les factures, dit-il. Il y en a d'autres pour qui c'est un peu plus facile de dire "non, je m'en vais". On a un peu tous les profils. »*

Le projet Chorus n'est pas le seul programme en France impliquant la production industrielle de drones par un constructeur automobile. Ainsi, les ingénieurs de Renault seraient en train de plancher sur un drone militaire terrestre, en collaboration avec [la société de véhicules militaires Arquus](#). Par ailleurs, le missilier MBDA [se serait rapproché d'un constructeur automobile](#) dont le nom n'est pas encore connu pour la fabrication de sa munition rôdeuse « One way effector » à hauteur de 1 000 exemplaires par mois. Contacté par *Reporterre*, Renault a démenti avoir été approché pour ce projet-ci.

À Saint-Jean-de-Folleville, le Conseil d'État valide l'usine Eastman malgré l'opposition des associations

Coline Poiret-Mellier

6–8 minutes

La haute juridiction rejette le recours des associations écologistes contre l'usine de recyclage moléculaire des plastiques d'Eastman prévue à Saint-Jean-de-Folleville.



La haute juridiction rejette le recours des associations écologistes contre l'usine de recyclage moléculaire des plastiques d'Eastman prévue à Saint-Jean-de-Folleville. - Photo Eastman



Publié: 23 Février 2026 à 18h02 Temps de lecture: 1 min

C'est un feu vert juridique majeur pour l'un des projets industriels attendus dans la vallée de la Seine. Par une décision rendue le 6 février 2026, le Conseil d'État a rejeté le recours déposé par plusieurs associations environnementales contre l'usine de

recyclage moléculaire des plastiques que le [groupe américain Eastman](#) prévoit d'implanter à Saint-Jean-de-Folleville, sur la zone industrielle de Port-Jérôme.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Au cœur du litige, un décret du 5 juillet 2024 qualifiant le projet de « *projet d'intérêt national majeur* ». Un statut stratégique, créé par la loi Industrie verte, qui reconnaît l'importance particulière d'un projet pour la transition écologique ou la souveraineté nationale. Les associations requérantes demandaient son annulation. Le Conseil d'État les a déboutées.

Un milliard d'euros et 350 emplois annoncés

Dans sa décision, la haute juridiction administrative retient d'abord l'ampleur du projet. L'industriel prévoit plus d'un milliard d'euros d'investissement et annonce la création de 350 emplois directs, ainsi qu'environ 1 500 emplois indirects. L'usine doit permettre, dans un premier temps, de traiter 155 000 tonnes de déchets plastiques par an, puis 286 000 tonnes à terme, soit environ 2 % de la consommation annuelle de plastique en France.

Mais au-delà des chiffres, c'est la nature même de la technologie qui est au centre du raisonnement. Le projet repose sur un procédé de recyclage chimique, dit moléculaire, destiné à traiter des plastiques riches en polyester aujourd'hui majoritairement incinérés ou enfouis. Selon le Conseil d'État, cette usine doit contribuer à structurer une filière de recyclage chimique encore inexistante à l'échelle européenne. La haute juridiction indique cette usine participera aux objectifs fixés par la réglementation, notamment l'atteinte de 55 % de recyclage des emballages plastiques d'ici 2030 et la réduction progressive des plastiques à usage unique d'ici 2040.

Les associations dénoncent un « mythe »

Pour les juges, au regard de son objet et de son envergure, le projet peut donc légalement être qualifié d'intérêt national majeur et répondre à une « *raison impérieuse d'intérêt public majeur* » au sens du code de l'environnement.

Face à lui, quatre associations : Zero Waste France, Notre Affaire à Tous, Le Havre zéro déchet et Zéro déchet Rouen. Ces quatre organismes contestaient la pertinence environnementale du projet. Elles estiment que le recyclage chimique reste une technologie

incertaine à grande échelle industrielle et ne garantit pas l'atteinte réelle des objectifs de réduction des déchets plastiques. Selon elles, le projet traiterait principalement des déchets industriels, dont une part importée, sans s'attaquer au cœur du problème : la réduction des volumes de plastique mis sur le marché.

Les associations dénoncent également un soutien public important et regrettent une législation qui, à leurs yeux, facilite les démarches des grands industriels tout en restreignant les possibilités de recours des riverains et des défenseurs de l'environnement. Elles disent « *prendre acte* » de la décision tout en maintenant leurs réserves sur ce qu'elles considèrent comme une fuite en avant dans la production de plastique.

Pour le territoire, en revanche, l'implantation d'Eastman s'inscrit dans la stratégie nationale de réindustrialisation et de transition écologique, portée par Virginie Lutrot notamment, présidente de Caux Seine agglo. Juridiquement sécurisée, l'usine peut désormais avancer vers sa concrétisation.

Lire aussi



[Lillebonne : le concours de bestiaux fait son grand retour en centre-ville le 11 mars](#)





[Vacances d'hiver : des idées de sortie ou d'atelier pour occuper les enfants dans le pays de Caux](#)



[Municipales 2026 à Ectot-l'Auber : Nicolas Mekil veut préserver l'esprit village](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Saint-Jean-de-Folleville \(Seine-Maritime\)](#) [Port-Jérôme-sur-Seine \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Lillebonne](#)





[À Saint-Jean-de-Folleville, le Conseil d'État valide l'usine Eastman malgré l'opposition des associations](#)



[Lillebonne : le concours de bestiaux fait son grand retour en centre-ville le 11 mars](#)



[Motocross : l'Endurance fait son grand retour à La Voizine, 160 pilotes dans la boue à Port-Jérôme-sur-Seine](#)





Video

[« C'était la panique » : près d'Yvetot, ce couple a tout perdu dans l'incendie de sa maison](#)



[Vacances d'hiver : des idées de sortie ou d'atelier pour occuper les enfants dans le pays de Caux](#)



[Municipales 2026 à Ectot-l'Auber : Nicolas Mekil veut préserver l'esprit village](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Sandouville. Renault devient l'unique actionnaire de Flexis, et annonce qu'il n'y aura pas d'impact sur la production

Célia Caradec

~2 minutes

Dans un communiqué publié lundi 23 février, Renault Group annonce prendre le contrôle total de Flexis. Le constructeur automobile devient donc l'unique actionnaire de cette entreprise qu'il avait cocrée en 2024 avec le constructeur Volvo et l'armateur CMA CGM, pour produire des fourgons électriques. Renault ne détenait jusqu'ici que 45% du capital, autant que Volvo, CMA CGM ne détenant que 10%.

"Cet accord reste soumis à l'achèvement de l'ensemble des processus d'approbation réglementaire", prévient Renault Group, qui espère une finalisation au 1^{er} semestre 2026. Il promet que ce changement de gouvernance "n'affecte ni l'ambition produit, ni le plan industriel initial visant à fournir des produits et services révolutionnaires dans le segment des fourgonnettes électriques moyennes".

La production lancée à la fin 2026

La production du premier modèle de la gamme, le Renault Trafic Van E-Tech electric, doit débiter, *"comme prévu initialement"*, d'ici fin 2026 au sein de l'usine Renault de Sandouville. Volvo commercialisera aussi ce véhicule à partir de 2027.

En 2024, [le lancement de ce projet \(aussi appelé FlexEVan\) par Luca De Meo, ancien directeur général de Renault, avait suscité des promesses d'investissement et d'embauches sur l'usine havraise.](#)

Industrie. Renault reprend seul le projet Flexis : quelles conséquences pour l'usine de Sandouville ?

Cédric Thomire

3—4 minutes

Trois semaines après la visite très attendue de [François Provost à l'usine Renault de Sandouville](#), le constructeur automobile a levé une partie du voile sur l'avenir du projet Flexis. Renault Group a annoncé lundi 23 février son intention de prendre **le contrôle total de la coentreprise**, créée en 2024 avec Volvo Group et le groupe CMA CGM pour développer une nouvelle génération de fourgons électriques.

Selon l'accord signé entre les partenaires, Renault va racheter les parts détenues par Volvo Group (45%) et CMA CGM (10%). L'opération doit encore recevoir l'aval des autorités de la concurrence et pourrait être finalisée **d'ici la fin du premier semestre 2026**.

Le plan industriel initial maintenu

"Cette évolution de gouvernance n'affecte ni l'ambition produit, ni le plan industriel initial visant à fournir des produits et services révolutionnaires dans le segment des fourgonnettes électriques moyennes. La valeur du projet, ses fondations posées depuis 2024, ainsi que les technologies développées — plateforme unique skateboard, moteur 800V et architecture SDV (Software Defined Vehicle) — sont plus que jamais en phase avec les défis de la logistique urbaine et ses besoins croissants de décarbonation", précise Renault Group.

Avant cette annonce, le syndicat FO de Renault Sandouville avait évoqué cette possibilité que Renault assume seul plusieurs centaines de millions d'euros d'investissements pour poursuivre le projet. *"J'ai toujours dit que nous préférons que l'ensemble du projet soit maîtrisé par Renault,* commente Fabien Gloaguen,

délégué syndical FO. *Nous avons constaté récemment que d'autres partenariats sont tombés à l'eau. Dans un projet comme FlexEvan, c'est important que l'identité de Renault soit forte. Notre entreprise peut être fière de son empreinte dans l'automobile.*"

Un calendrier industriel inchangé

Malgré cette évolution de gouvernance, [Renault assure que la feuille de route reste la même](#). Le programme Flexis doit déboucher sur une nouvelle gamme de **véhicules utilitaires légers 100% électriques**, destinée notamment à la logistique urbaine.

La production du premier modèle, le **Renault Trafic Van E-Tech electric**, est toujours prévue **d'ici la fin 2026 à l'usine de Sandouville**, près du Havre. Le site normand doit assembler ce véhicule appelé à [ouvrir une nouvelle génération d'utilitaires électriques pour le constructeur](#).

Au total, près de **1 300 personnes travaillent en France** sur le développement du programme dans les différents sites de Renault Group, notamment au Technocentre de Guyancourt et au centre d'excellence Véhicules utilitaires de Villiers-Saint-Frédéric, jusqu'à l'industrialisation dans l'usine cauchoise à Sandouville.

Volvo restera dans la boucle commerciale

Si Volvo Group se retire du capital de Flexis, le groupe suédois ne disparaît pas totalement du projet. *"Volvo Group, via Renault Trucks, distribuera également les véhicules à partir de 2027, dans la continuité des relations initiées de longue date entre Renault Group et Renault Trucks pour les véhicules utilitaires légers"*, précise la direction de Renault.

Champignons, IA : pour dépolluer les sols contaminés, ces Normands rivalisent d'inventivité

Écrit par Clé Arouche

10-12 minutes

Qu'ils misent sur le pouvoir des champignons ou sur l'intelligence artificielle, ces Normands innovent pour réhabiliter les friches industrielles. À la clé, des économies d'argent et d'énergie. Explications.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Longtemps, les sols pollués par l'activité industrielle ont été considérés comme des terres mortes, inutilisables. Aujourd'hui, pour limiter l'étalement urbain, ces friches sont devenues des terrains à réhabiliter pour de nouveaux usages. Mais avant d'y construire des logements, une école ou un lieu de vie, il faut les dépolluer. Des chantiers souvent longs et coûteux.

À Maromme, près de Rouen, l'entreprise Tellux a développé une solution pour analyser rapidement et avec précision ces sols contaminés. Objectif : réduire la facture et les délais pour les industriels de la dépollution.

Pour Audrey Chéreau, ingénieure sites et sols pollués chez Tellux, tout commence par une carotte de terre, prélevée dans une friche. Pour examiner cet échantillon de sol, elle utilise l'imagerie hyperspectrale.

[Audrey Chéreau installe la carotte de terre dans l'Hyperscan. Ce scanner utilise l'imagerie hyperspectrale couplée à l'intelligence](#)

[artificielle pour produire une image de la pollution contenue dans l'échantillon • © FTV](#)

Derrière ce nom méconnu du grand public : une technologie qui permet de déterminer la composition chimique du sondage. Grâce à une caméra de pointe, couplée à l'intelligence artificielle, en quelques minutes, le logiciel développé par Tellux donne une image précise de la pollution contenue dans le sol ainsi que sa localisation.

[Cette image en forme de diagramme en bâtons localise de manière précise les différents polluants recherchés. A gauche en gris : la carotte de terre. Puis, chaque colonne représente un polluant. En rouge : les zones où la concentration est importante. • © FTV](#)

"Nous obtenons une reconstitution du sondage en profondeur. À gauche, nous voyons l'échantillon qui va jusqu'à cinq mètres de profondeur, détaille Audrey Chéreau. Ensuite, sur le premier polluant, nous constatons en rouge qu'il y a un sujet de pollution au niveau superficiel concernant un polluant en particulier. Puis, plus en profondeur, entre 3,5 et 3,8 mètres, nous constatons qu'il y a un sujet majeur sur plusieurs polluants. Cela va peut-être représenter un coût important sur le chantier mais finalement, sur un intervalle limité."

Ces outils de diagnostic, la start-up rouennaise les déploie aujourd'hui directement sur le terrain. Grâce à cette analyse en temps réel, elle entend accélérer les délais et réduire les coûts des chantiers de dépollution.

[Les outils de diagnostic mis en place par Tellux directement sur le chantier • © FTV](#)

"Contrairement à un laboratoire d'analyses chimiques, nos équipements sont facilement déplaçables, détaille Antonin Van Exem, fondateur de Tellux. Nous parvenons ainsi à supprimer toutes les latences, tous les délais dus aujourd'hui à l'envoi des échantillons en laboratoire et à leur analyse. En donnant de l'information en temps réel, nous offrons un outil d'aide à la décision. Si une pollution est très bien localisée, connue et accessible, on va pouvoir aller directement et plus rapidement à des phases de travaux."

Ces solutions ont déjà été expérimentées en Normandie. Notamment dans l'Eure à Pont-Audemer sur le chantier de dépollution d'une ancienne usine de carton avec à la clé d'après la

commune, une économie de 500 000 euros.

Dernière innovation en date pour Tellux : une solution de tri des terres polluées. Cette fois, l'entreprise intervient non plus en amont en phase diagnostic mais pendant les travaux de dépollution. Une fois les terres excavées, le scanner est capable de les trier et de déterminer en temps réel celles qui doivent partir vers des filières de dépollution et celles qui peuvent être immédiatement réutilisées sans décontamination.

Grâce à ce dispositif, les volumes de terres à traiter sont moins importants. De quoi réduire les gaz à effet de serre liés à leur transport.

Voyez le reportage complet d'Emmanuelle Partouche, Pierre Léonard et Jean-Baptiste Le Pors :

durée de la vidéo : 00h04mn29s



Qu'ils misent sur le pouvoir des champignons ou sur l'intelligence artificielle, ces normands innovent pour réhabiliter les friches industrielles. A la clé des économies d'argent et d'énergie. Avec les interviews de : Audrey Chéreau, ingénieure chef de projet sites et sols pollués Tellux / Antonin Van Exem, fondateur de Tellux et Florence Koltalo, enseignante chercheuse - Laboratoire Carmen Université de Rouen • ©FTV / E.Partouche / P.Léonard/ JB Le Pors

Outre le coût financier, la dépollution des sols pose également des questions environnementales. Car les techniques les plus utilisées aujourd'hui consomment beaucoup d'énergie.

Dans l'Eure, des chercheuses expérimentent des méthodes plus naturelles : la dépollution grâce aux champignons. Leur terrain d'action : le site des usines de Navarre à Evreux. Cette ancienne fonderie a fermé ses portes en 2004 après 150 ans d'activité

industrielle. 20 ans après, les sols sont toujours chargés en hydrocarbures et en métaux lourds. Ils sont la propriété d'Evreux Portes de Normandie qui a accepté qu'un projet de recherches y soit mené.

[A Evreux, les usines de Navarre ont fermé leurs portes en 2004, après 150 ans de travail du métal. • © FTV](#)

Dans quelques semaines, Florence Koltalo, enseignante-chercheuse au laboratoire Carmen de l'Université de Rouen, et son équipe vont installer des biotertres à proximité des bâtiments des usines de Navarre. En d'autres termes : des tas de terres polluées qui reposeront sur une dalle et qui seront bâchés sur le dessus. Les eaux de ruissellement seront récupérées par un drain afin qu'elles ne polluent pas le sol. Sur ces biotertres, les chercheuses inoculeront un champignon.

"Ce champignon a pour but de grignoter en quelque sorte les polluants organiques contenus dans les sols, explique Florence Koltalo. Il va les ingérer et s'en servir de source de nourriture. En somme, il va intégrer des hydrocarbures pour croître. Comme tout champignon le fait avec du bois dans les forêts, il va prendre ces contaminants organiques et les dégrader. Le résultat, c'est qu'ils vont disparaître."

[C'est ici que seront installés les biotertres étudiés par les chercheurs du laboratoire Carmen d'Evreux. • © FTV](#)

Et le champignon qui sera inoculé n'a pas été choisi au hasard. *"Nous avons dans un premier temps fait des tests en laboratoire en inoculant des champignons issus de mycothèques. Mais cela n'a pas fonctionné. Ils sont morts, détaille Florence Koltalo. Nous avons donc opté pour des champignons indigènes, c'est-à-dire des souches présentes dans le sol des Usines de Navarre mais en dormance. Avec Chloé Basimon, une doctorante, nous les avons réveillés et nous les avons réinoculés dans 20 grammes de terre pour identifier la souche la plus efficace."*

Pendant près d'un an, des échantillons de terre issus des biotertres seront analysés au laboratoire de chimie Carmen de l'Université de Rouen à Evreux. Objectif : évaluer la concentration des polluants, leur évolution, et le temps nécessaire aux champignons pour dépolluer.

Ce projet de recherche grandeur nature est mené par un consortium de chercheurs et avec le Bureau de recherches

géologiques et minières (BRGM) d'Orléans. Financé par l'Ademe, il est mené en partenariat avec l'entreprise de dépollution Colas.

Françoise Koltalo le sait déjà : la mycoremédiation est plus longue que d'autres techniques, mais elle reste plus durable. *"Même si un sol est très contaminé, il y a quand même de la vie. Ces procédés biologiques de dépollution ne vont pas tuer la vie dans le sol, contrairement à la plupart des procédés classiques qui utilisent des hautes températures par exemple, ou des systèmes de lessivage avec des solvants qui vont attaquer la vie dans le sol."*

[Des échantillons de terre polluée seront prélevés sur le site des usines de Navarre et analysés dans ce laboratoire de chimie à Evreux. Objectif : évaluer en combien de temps le champignon parvient à décontaminer ces sols. • © FTV](#)

"L'autre avantage des procédés de dépollution basés sur la biologie, c'est qu'on peut traiter les sols sur place, poursuit la chercheuse. Ça évite de les transporter dans des centres spécialisés de traitement ce qui est extrêmement énergivore et coûteux".

Si l'expérimentation est concluante, les entreprises de dépollution pourraient développer ce procédé à plus grande échelle. Selon l'ADEME, l'agence de la transition écologique, la France compte aujourd'hui plus de 150 000 hectares de friches.

Betteraves : une campagne qui bat des records à la sucrerie de Fontaine-le-Dun

5–6 minutes

La sucrerie Cristal Union de Fontaine-le-Dun (Seine-Maritime) signe une campagne betteravière de 171 jours, un record. En parallèle, la récolte de betterave a été très bonne.

Sur le même thème

[Agriculture](#)

[Industrie](#)

[Pays de Caux](#)

Article réservé aux abonnés



Patrice Petit (à gauche) laisse sa place de directeur de la sucrerie de Fontaine-le-Dun (Seine-Maritime) à Christophe Croison (au centre). Ici avec Samuel Crèvecœur, président de section, à droite. ©Les Informations dieppoises / Mathieu te Morsche

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 23 févr. 2026 à 11h58

À la mi-février normalement, la sucrerie Cristal Union de [Fontaine-le-Dun \(Seine-Maritime\)](#) a terminé sa campagne betteravière. Mais

cette année 2026 est **exceptionnelle** : la campagne s'est terminée le 21 février 2026, soit **171 jours**, un record. « La capacité de l'usine évolue relativement peu mais le **rendement agricole** est bien meilleur », explique Samuel Crèveœur, président de section, qui représente les planteurs au sein du conseil d'administration de l'usine. Les betteraviers ont planté en moyenne quelques semaines **plus tôt** par rapport à d'habitude, vers le 23 mars au lieu du 15 avril.

16,2 tonnes de sucre par hectare

La betterave s'est levée donc plus tôt que d'habitude : « Fin mai, tout le feuillage recouvrait le sol au lieu de la mi-juin », précise le président de section.

La météo a par ailleurs été **idéale**, et la jaunisse, bien que présente davantage, n'a pas eu d'effet majeur sur la récolte en raison de la précocité des semences.

La sucrerie a traité au total **1,650 million de tonnes de betteraves**, pour 250 tonnes de sucre. La campagne dernière, ces chiffres s'élevaient à 1,5 million et 220 tonnes.

L'usine a battu des **records**, comme avec 11 700 tonnes de betteraves traitées en une journée, ou 1 773 tonnes de sucre en une journée également. Le rendement de 104 tonnes de betteraves à 16° par hectare est très bon aussi. Cela représente 16,2 tonnes de sucre par hectare.

Un nouveau système d'évaporation

L'objectif pour Cristal Union est donc de maintenir ces chiffres, tout en **réduisant** la durée de la campagne.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Pour augmenter sa production, la coopérative sucrière investit par exemple dans **l'amélioration** de son système d'évaporation, qui permettra d'évaporer plus d'eau avec la même quantité de vapeur. L'objectif est de traiter **12 500 tonnes** de betteraves par jour à l'horizon 2028.

« L'évaporation doit être mise en service pour septembre 2026,

précise Christophe Croison, nouveau directeur de l'usine depuis le 1^{er} février. Nous travaillons aussi sur la partie stockage de sucre. Nous augmentons la capacité d'un silo de 50 000 tonnes de **45 000 de plus**. Il faut l'avoir aussi pour septembre. »

La sucrerie a également investi dans un palettiseur plus **moderne**, une machine qui permet de charger des produits sur des palettes. L'usine du [pays de Caux](#) privilégie le transport de ses produits en France et dans l'Union européenne.

Le prix du sucre en baisse

Pour produire tout ce sucre, le site industriel sait compter « sur **140 salariés**, 55 saisonniers et dix alternants », liste Patrice Petit, qui a été directeur pendant dix ans.

« Un emploi direct amène à dix emplois indirects dans notre bassin d'emploi », précise Samuel Crèvecœur.

Si la campagne à la sucrerie a été très satisfaisante, le contexte des marchés sucrier lui, l'est moins. « Le prix du sucre a continué à **diminuer**, constate Samuel Crèvecœur. La production mondiale a été favorable dans de nombreux pays. Il y a eu une baisse de la surface en Europe mais le rendement a **augmenté** et la consommation évolue peu. »

Les planteurs de Fontaine-le-Dun ont été payés **35 € la tonne**, contre 41 € l'année dernière. Pour arriver à ce prix, la coopérative a puisé dans sa caisse de péréquation, qui permet de compléter les revenus des agriculteurs. « Nous nous attendons à une prochaine récolte **difficile** en termes de prix », prévoit le président de section.

Une période inter-campagne **intense** s'ouvre désormais pour le nouveau directeur de l'usine : « L'objectif, c'est de poursuivre ce qui a été fait pour être prêt au démarrage de la campagne en septembre. Nous avons une feuille de route **bien chargée** », résume Christophe Croison.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Le Havre, principale porte d'entrée de la cocaïne en France en 2025

Écrit par Sylvie Callier

4–5 minutes

Drogue, armes, contrefaçons, déchets illégaux. Les douanes ont présenté le 20 février le bilan des saisies pour l'année 2025. 31 tonnes de cocaïne ont été interceptées, en partie sur le port du Havre. Les douanes font face à la logistique industrialisée des narcotrafiquants.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

La criminalité organisée est agressive, sophistiquée et s'adapte en permanence. Le bilan 2025 de la Douane Française dresse ce constat. Face aux trafiquants, la riposte est "*le renseignement, l'enquête, le ciblage*", expliquait ce 20 février 2026 la ministre de l'Action et des comptes publics, Amélie de Montchalin.

Les chiffres clés des saisies de drogue par les douanes donnent la mesure du trafic :

- 108,81 tonnes de stupéfiants saisies en France
- Valeur des saisies de drogue : 2 197 170 millions d'euros
- 31,26 tonnes de cocaïne (+ 49%)
- 67,73 tonnes de cannabis
- 5,7 tonnes de drogues de synthèse (+ 88 % par rapport à 2024)

En 2025, 99 organisations criminelles ont été démantelées. Près de

3 000 membres présumés de ces organisations ont été arrêtés.

[En Janvier 2025, sur le port du Havre, deux tonnes de cocaïne d'une valeur de 130 millions d'euros saisies par la Section de Recherches de Gendarmerie de Rouen et l'OFAST. • © Section de Recherches de Gendarmerie de Rouen](#)

Dans les [56 pages du bilan](#) de la Douane Française, le port du Havre est aujourd'hui officiellement désigné comme la principale porte d'entrée de la cocaïne à travers ses trois terminaux conteneurs.

Le renforcement de la sécurité des ports du nord de l'Europe (Anvers, Rotterdam) entraîne une reconfiguration des flux de drogue, les trafiquants se reportant vers d'autres points d'entrée du territoire européen.

Bilan 2025 de la Douane française, page 23

La pression exercée par les narcotrafiquants sur le personnel portuaire est évoquée : *"La corruption et l'infiltration criminelle sur les plateformes logistiques, portuaires mais également aéroportuaires, contribuent également à cette évolution des trafics."*

En 2025, l'année avait débuté par l'interception de 2 tonnes de cocaïne sur le port du Havre, une cargaison représentant 130 millions d'euros. Une enquête menée par la Section de Recherche de Gendarmerie de Rouen et de l'OFAST.

Les narcotrafiquants avaient utilisé le stratagème du "conteneur clone." Sur le port, avant l'arrivée du bateau en provenance de Pointe-à-Pitre, avec un conteneur où était cachée la drogue, avait été préparé un conteneur anodin ayant la même cargaison et le même marquage. La substitution devait permettre à la drogue d'échapper aux contrôles portuaires.

Le bilan 2025 de la Douane Française met en évidence l'augmentation du trafic de drogues de synthèse. Ce sont des précurseurs chimiques importés majoritairement d'Asie, qui entrent dans la composition de drogues après transformation dans des laboratoires clandestins au sein de l'Union européenne.

La diffusion du GBL/GHB augmente. Ces substances de soumission chimique sont notamment utilisées contre des victimes pour commettre des agressions sexuelles.

Parmi les autres trafics dont s'emparent les réseaux criminels, la kétamine, un anesthésique détourné comme drogue récréative, et

le protoxyde d'azote.

Grippe aviaire : le parc de Clères à nouveau sous surveillance après la mort d'un canard

Blaise Diagne

5–6 minutes

Un canard est décédé de la grippe aviaire dans l'enceinte du parc de Clères. Un arrêté préfectoral en date du 17 février 2026 annonce la mise sous surveillance du site, le temps d'analyses complémentaires.



Un mois après une première alerte, début janvier 2026, le parc de Clères est à nouveau sous surveillance. - Photo d'archives Boris Maslard/PN



Publié: 23 Février 2026 à 18h03 Temps de lecture: 1 min

Mardi 13 janvier 2026 – mardi 17 février 2026... Le [parc animalier de Clères](#), situé au nord de [Rouen](#), a eu le droit à un peu plus d'un mois de répit entre deux mises sous surveillance sanitaire. C'est un résultat d'analyse du 10 février qui y a mis fin. Il a mis en évidence la présence d'influenza aviaire, plus communément appelée grippe aviaire, sur un canard décédé dans le parc. Il s'agissait d'un garrot,

une espèce de canard plongeur.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

[Début janvier 2026](#), deux autres canards de Clères étaient décédés de ce même virus dans l'enceinte d'un autre parc, celui de Cerza, dans le Calvados. Ils avaient été cédés par le parc de la région rouennaise quinze jours plus tôt, à la mi-novembre 2025. D'où la suspicion de contamination potentielle sur ce dernier site.

Après huit jours de mise sous surveillance, la batterie de mesures sanitaires imposée par arrêté préfectoral avait fini par être levée le 13 janvier 2026, après une enquête épidémiologique serrée concluant à une « *maîtrise du risque sanitaire et l'absence de circulation du virus de l'influenza aviaire* ».

Enquête en cours

Qu'en sera-t-il cette fois ? Pour tenter d'en savoir plus, préfecture et [DDPP](#) (la direction départementale de protection des populations) ont pris les mêmes mesures qu'un mois auparavant : une visite quotidienne de l'ensemble des oiseaux du parc par un vétérinaire sanitaire, et la réalisation d'une enquête épidémiologique avec, précise l'arrêté préfectoral, le « *recensement de toutes les catégories d'animaux présentes dans l'exploitation, et, pour chacune des espèces concernées, le nombre d'animaux déjà morts et le nombre d'animaux suspects* ».

Tous les oiseaux du site géré par le Département de Seine-Maritime sont par ailleurs confinés et isolés jusqu'à nouvel ordre. La date de fin de cette mise sous surveillance est à la discrétion seule des services de l'État. Au lundi 23 février 2026, aucune date de retour à la normale n'était encore connue du côté de la direction du parc. Actuellement fermé au public, comme chaque hiver, il doit rouvrir ses portes le 14 mars 2026, juste avant le printemps.

Au total, le parc animalier de Clères accueille quelque 1 550 animaux, dont 1 400 oiseaux.

Lire aussi





À Saint-Étienne-du-Rouvray, la cérémonie d'hommage au père Jacques Hamel se dessine pour les dix ans



Sotteville-lès-Rouen : raccordée à une ligne plus puissante, la résidence Bloch tourne la page des coupures



Depuis quatre ans et le début de la guerre en Ukraine, la générosité des Convois d'Irina ne faiblit pas

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Cleres \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[À Saint-Étienne-du-Rouvray, la cérémonie d'hommage au père Jacques Hamel se dessine pour les dix ans](#)



[Sotteville-lès-Rouen : raccordée à une ligne plus puissante, la résidence Bloch tourne la page des coupures](#)





[Grippe aviaire : le parc de Clères à nouveau sous surveillance après la mort d'un canard](#)



[Depuis quatre ans et le début de la guerre en Ukraine, la générosité des Convois d'Irina ne faiblit pas](#)



[Quatre ans de guerre en Ukraine : depuis la Normandie, cette réfugiée continue d'aider son pays](#)





[À Amfreville-la-Mivoie, un conseiller d'opposition annonce sa candidature aux municipales 2026](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Seine-Maritime. Vingt-sept lots de Doliprane rappelés : des pipettes défectueuses en cause

Cédric Thomire

~3 minutes

Prudence si vous avez acheté du Doliprane pour vos enfants entre novembre et aujourd'hui. L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) signale le rappel de certains lots de **Doliprane 2,4% (paracétamol) en suspension buvable**, un médicament très utilisé chez les nourrissons et les jeunes enfants. En cause : un défaut sur les pipettes doseuses pouvant entraîner un mauvais dosage.

Un problème de graduations sur la pipette

Selon l'ANSM, certaines pipettes fournies avec les flacons peuvent voir **leurs graduations s'effacer après un rinçage à l'eau tiède ou chaude**. Sans repères visibles, il devient difficile de mesurer correctement la dose de médicament à administrer.

Ce défaut **peut conduire à donner trop de paracétamol**, avec un risque potentiel de surdosage chez les enfants pesant entre 3 et 26kg.

Les autorités sanitaires précisent toutefois que **la qualité du médicament lui-même n'est pas remise en cause**. Pour les autorités sanitaires, il s'agit avant tout d'une mesure de précaution destinée à éviter toute erreur de dosage chez les plus jeunes patients.

27 lots concernés en France

Le laboratoire Opella Healthcare France a lancé, en accord avec l'ANSM, le rappel de 27 lots de Doliprane 2,4% conditionnés avec ces pipettes défectueuses. Ces boîtes ont été distribuées dans les pharmacies entre le 12 novembre 2025 et le 3 février 2026.

"L'origine du défaut a été identifiée sur un des sites de production."

Elle a depuis été corrigée. Aucun défaut n'a été observé sur les pipettes issues des autres sites de production", précise l'ANSM.

[Les parents peuvent vérifier facilement le numéro de lot qui figure sur la boîte, généralement au dos dans un encadré blanc avec la date de péremption.](#) Il est aussi inscrit sur l'étiquette du flacon.

Que faire si votre boîte fait partie du rappel

Les autorités sanitaires donnent des consignes claires :

- N'utilisez plus la pipette fournie avec le flacon.
- Ne jetez pas le médicament.
- N'utilisez pas non plus une pipette provenant d'un autre médicament.
- Rendez-vous chez votre pharmacien, qui remplacera gratuitement la boîte.

Les pharmacies sont également chargées de contacter les patients lorsqu'elles disposent de leurs coordonnées.

Quels signes doivent alerter

Un surdosage en paracétamol peut entraîner des atteintes du foie, notamment chez les jeunes enfants, si des doses trop élevées sont répétées. Les parents doivent consulter rapidement un médecin si un enfant présente nausées, vomissements, perte d'appétit, pâleur ou douleurs abdominales.

Urgences, hospitalisation, psychiatrie : le gouvernement va diminuer la part remboursée par la Sécu

AFP

4–5 minutes

Pour faire économiser 450 millions d'euros à la Sécurité sociale, le gouvernement va augmenter divers « forfaits » facturés aux patients – remboursés par les complémentaires santé pour ceux qui en disposent – en cas d'hospitalisation ou de passage aux urgences.



Par AFP

Publié: 24 Février 2026 à 09h15 Temps de lecture: 3 min

Quatre arrêtés et un décret – révélés par le média [Contexte](#) et obtenus lundi 23 février 2026 par l'AFP – seront prochainement publiés, a précisé le cabinet de la ministre de la Santé.

Dès le 1^{er} mars, le « *forfait journalier hospitalier* », somme laissée à la charge des patients hospitalisés au titre des « *frais d'hébergement et d'entretien* », passera ainsi de 20 à 23 euros par jour.

En cas d'hospitalisation dans un service de psychiatrie, le forfait qui était fixé jusqu'ici à 15 euros grimpera à 17 euros.

De même, le « *forfait patient urgences* » (FPU), facturé pour un patient qui passe aux urgences sans être hospitalisé, passera de 19,61 euros à 23 euros.

« Ticket modérateur »

En outre, au 1^{er} avril, la « participation forfaitaire » facturée en cas de soins lourds et coûteux – notamment ceux dont le prix dépasse 120 euros – s'élèvera à 32 euros, contre 24 euros précédemment.

Certains patients sont exonérés, comme les femmes enceintes en fin de grossesse, les nouveaux-nés, ou encore les bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire (C2S, ex-CMU).

Le « *ticket modérateur* », qui varie en fonction de la nature de la prise en charge et dont les personnes en affection longue durée sont exonérées, augmentera aussi.

Dans les faits, ces montants sont presque systématiquement pris en charge par les complémentaires santé, en particulier dans le cadre des « contrats responsables », contrat-type soutenu fiscalement par l'État et plébiscité par les assureurs et patients.

Mais environ 4 % des Français, soit 2,5 millions de personnes, ne disposent pas de complémentaire selon la direction statistique des ministères sociaux (Drees), et doivent s'acquitter eux-mêmes des forfaits. Ce chiffre grimpe à 12 % pour les 10 % de Français les plus pauvres.

Dans un communiqué, l'Unsa dénonce une décision « profondément injuste et socialement irresponsable ». Elle frappera « tous ceux qui sont juste au-dessus du seuil de pauvreté, des plafonds » pour bénéficier de la C2S, « et qui n'ont pas de complémentaire », déplore auprès de l'AFP le secrétaire général adjoint de l'Unsa Dominique Corona. Les prix des complémentaires vont aussi mécaniquement augmenter, a-t-il ajouté.

Deux fois plus élevé pour les ménages modestes

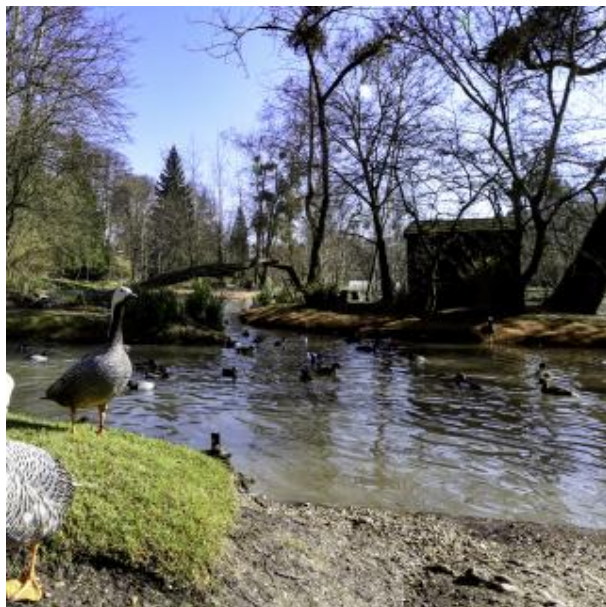
Selon une récente étude de la Drees, rappelle le syndicat, pour tout déremboursement partiel de soins par l'Assurance maladie (hausse des franchises médicales, des participations sur les médicaments...), « *le coût rapporté au revenu est deux fois plus élevé pour les ménages modestes* ».

Les économies pour la Sécu s'élèveront à 400 millions d'euros en 2026 et 450 millions en « *année pleine* », a précisé lundi le cabinet de la ministre de la Santé. Les organismes complémentaires « *étaient informés* » au moment du vote du budget de la Sécu en décembre, a-t-il ajouté.

Pour le ministère, cette mesure va « corriger » la diminution, ces dernières années, de « la part des complémentaires dans le

financement de l'hôpital » et sera « indolore » pour la plupart des assurés.

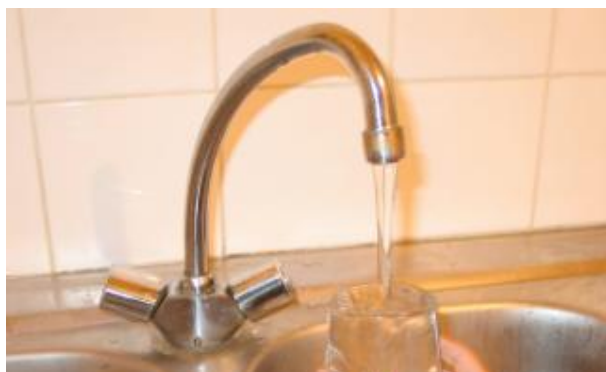
Lire aussi



[Grippe aviaire : le parc de Clères à nouveau sous surveillance après la mort d'un canard](#)



[À Rouen, des groupes de parole pour lutter contre la dépression : « On écoute, on aide, on soutient »](#)





[Près de Rouen, l'eau du robinet à nouveau potable sur les cinq communes en restriction](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Seine-Maritime. En plus de la vitesse, les radars vérifient désormais votre assurance

Adrien Verger

~2 minutes

Les radars passent à la vitesse supérieure. Depuis le 16 février dernier, ils ne contrôlent plus seulement les excès de vitesse : ils vérifient aussi automatiquement si le véhicule est assuré.

Radars et assurance : ce qui change

Désormais, lorsqu'un radar constate un excès de vitesse supérieur ou égal à 50km/h, la plaque d'immatriculation est analysée. Les données sont croisées avec le Fichier des Véhicules Assurés (FVA), précise l'association 40 millions d'automobilistes. Les forces de l'ordre peuvent ainsi savoir si le véhicule est couvert par une assurance. La vérification intervient au moins trois jours après l'infraction, afin de garantir la mise à jour des informations.

- **A lire aussi.** [Il conduisait à presque 200km/h sur l'A29, sa Jaguar part en fourrière](#)

Plus de 500 000 conducteurs concernés

En France, *"plus de 500 000 conducteurs circuleraient sans assurance"*, indique l'association. En 2024, 216 personnes ont perdu la vie dans un accident impliquant un véhicule non assuré, soit 7% de la mortalité routière.

Le gouvernement cible ici les profils les plus à risque : grande vitesse et absence d'assurance.

Jusqu'à 7 500 euros d'amende

La conduite sans assurance reste un délit. En cas de première constatation, l'amende forfaitaire s'élève à 500 euros, plus 250 euros de majoration, soit 750 euros au total. Devant un

tribunal, l'amende peut atteindre 3 750 euros, avec suspension ou annulation du permis et confiscation du véhicule. En cas de récidive, la sanction peut grimper jusqu'à 7 500 euros.

Au-delà de l'amende, un conducteur non assuré qui provoque un accident doit rembourser les indemnités versées aux victimes. Les sommes peuvent atteindre plusieurs millions d'euros.

Louis Vuitton, Lacoste, Nike : à Eu, une femme revendait des vêtements de contrefaçon sur internet

Arnaud COMMUN

6–8 minutes

Une femme de 53 ans, domiciliée à Eu, menait une activité d'achat et revente de vêtements de contrefaçon, via des comptes Facebook. Le tribunal correctionnel de Dieppe lui a donné un sérieux avertissement.



Publié: 23 Février 2026 à 12h02 Temps de lecture: 2 min

Christelle, 53 ans, domiciliée à Eu, est convoquée le 3 février 2026 devant le tribunal correctionnel de Dieppe pour répondre de « détention de marchandise présentée sous une marque contrefaisante » et « vente de marchandise présentée sous une marque contrefaisante. » Elle ne se présente pas à son procès.

L'affaire part d'un « *renseignement* », dicit la présidente Marine Guérin, transmis par la police municipale à la gendarmerie du Tréport. Christelle dispose de trois comptes Facebook. Elle en utilise pour revendre des vêtements ou accessoires de marque [Nike](#), Adidas, [Lacoste](#), Louis Vuitton. « *Les produits semblent alors être contrefaits* », relate la juge.

Trois plaintes

En février 2022, les gendarmes mènent une perquisition dans son logement : « *Un certain nombre de vêtements sont trouvés.* » Les articles sont photographiés sous toutes les coutures. Les documents sont transmis aux marques pour vérifications. [Il s'agit bien de contrefaçons.](#)

Marine Guérin énumère : « *Louis Vuitton, Nike et Lacoste déposent*

plainte. Adidas confirme qu'il s'agit de contrefaçons, mais ne dépose pas plainte. » Christelle stocke des chaussures, vestes, portefeuilles, bracelets, polos, bonnets, tee-shirts...

« Se faire un peu d'argent »

La juge poursuit : « Madame indique qu'elle achetait et revendait ces vêtements, mais qu'elle ignorait qu'il s'agissait de contrefaçons. Elle indique qu'elle souhaitait seulement se faire un peu d'argent. Madame est sans profession. Elle perçoit le RSA ».

Seul Louis Vuitton demande des dommages et intérêts. La marque de luxe, propriété de Bernard Arnault, réclame 603,90€ pour le préjudice commercial, 2400€ de préjudice moral et 500€ pour ses frais de justice.

« Un impact économique »

Camille Jouglà, substitut du procureur, appuie l'accusation : « La contrefaçon a un impact économique et sur le consommateur, en raison de marchandises de piètre qualité. En l'espèce, on ne voit pas comment Madame aurait pu penser qu'il ne s'agissait pas de contrefaçons. Elles ont été achetées à un prix dérisoire et revendues à des prix très bas. »

(Je veux bien que Bernard Arnault vienne s'expliquer

Sophie Cattelet, Avocate de la prévenue

La magistrate ajoute : « Initialement, Madame avait fait l'objet d'une composition pénale. Mais elle n'a pas exécuté la sanction prononcée. C'est pourquoi je requiers aujourd'hui deux mois de prison avec sursis. »

« La misère sociale »

Sophie Cattelet, pour la défense, s'indigne des proportions prises par ce dossier : « J'ai l'impression que c'est le procès de l'industrie du luxe contre la misère sociale. Madame l'affirme : « Pour moi, il s'agissait de vrais. Je les ai achetés à un homme barbu après une cessation d'activité. » Sur les objets de marque Lacoste, on a les étiquettes. Je pense que Madame est quelqu'un de sincère. Je ne pense pas qu'elle ait déjà fréquenté des magasins de luxe. »

L'avocate poursuit : « Elle était inscrite à l'Urssaf pour son activité. Elle est sans emploi depuis vingt-deux ans. Elle a d'énormes douleurs, perçoit aussi une rente d'invalidité. Elle est invalide à

80 %. Elle est en fauteuil roulant. Ce qui explique qu'elle ne soit pas présente. »

« Un peu de clémence »

La défense pointe du doigt l'individu qui l'a approvisionnée : « *Je pense qu'elle a été trompée par celui qui lui a vendu la marchandise. Je plaide la relaxe. Mais si vous la déclarez coupable, il faut faire preuve d'un peu de décence. Certes il y a des personnes qui produisent des contrefaçons en Chine, au Maroc, etc. »*

Elle cible une marque de luxe : « [Louis Vuitton](#) indique que cela induit une perte de clientèle. J'aimerais que Louis Vuitton nous le prouve. Je veux bien que Bernard Arnault vienne s'expliquer. Je comprends que les sociétés portent plainte, mais de là à demander de telles sommes. Éventuellement l'euro symbolique. Je vous demande de faire preuve de clémence et d'humanité à son égard. »

Du sursis

Me Cattelet est entendue par les trois juges, eu égard à la situation sociale très défavorisée de la prévenue : Christelle est condamnée à 1500€ d'amende avec sursis. Elle n'aura donc pas à la payer si elle ne récidive pas. Elle doit verser 1€ à Louis Vuitton.

Lire aussi



[Près de Dieppe, un centre de loisirs dans les anciens locaux de l'entreprise Rougette](#)





[Football – N2 : sur son synthétique, le FC Dieppe enchaîne une deuxième victoire encore grâce à N'Chobi](#)



[À Dieppe, deux Twingo prêtes à prendre la route du désert pour un raid solidaire](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Eu \(Seine-Maritime\) Dieppe Le Tréport \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)





[Près de Dieppe, un centre de loisirs dans les anciens locaux de l'entreprise Rougette](#)



[En Seine-Maritime, elle abandonne son métier d'avocate pour « veiller sur vos animaux »](#)



[L'aïkido pour travailler les habiletés sociales : une nouveauté pour les personnes autistes à Dieppe](#)





Pont Colbert à Dieppe : « Le calendrier de remise en service reste à confirmer »



Municipales 2026. Pierre-José Saffray lance la liste Agir pour Ouville



Louis Vuitton, Lacoste, Nike : à Eu, une femme revendait des vêtements de contrefaçon sur internet

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Salon de l'agriculture : l'État sabre les aides aux fermes en difficulté

Reporterre

5–7 minutes

23 février 2026 à 07h00 Mis à jour le 23 février 2026 à 16h53

Durée de lecture : 5 minutes

Alors que le nombre de fermes en difficulté économique ne cesse d'augmenter, l'État a opéré dans son budget 2026 des coupes drastiques dans les dispositifs d'aides. Une situation largement dénoncée par les syndicats.

Le Salon de l'agriculture s'est ouvert le 21 février dans une ambiance morose. [Inondations](#), sécheresses, [dermatose nodulaire contagieuse](#), flambée des prix... Le monde paysan reste soumis à de rudes épreuves. Ces crises successives font des dégâts, mettant un nombre croissant de fermes en grandes difficultés financières. Pour preuve, 1 735 exploitations agricoles ont fait l'objet en 2025 d'une procédure collective — soit d'un plan de sauvegarde, d'un redressement judiciaire ou d'une liquidation judiciaire — selon [le bilan d'Altares](#), expert de l'information des entreprises. Une hausse de 15,8 % par rapport à l'année précédente.

Malgré une fragilisation du secteur, le gouvernement a cependant décidé de réduire drastiquement les aides destinées aux exploitations les plus en difficulté dans le budget 2026, adopté via le 49.3. C'est ce que dénonce Solidarité Paysans, association qui [accompagne les agriculteurs](#) en détresse : « *Ce budget entérine une baisse de 80 % du financement de l'Aide à la relance de l'exploitation agricole (Area) pour 2026, malgré les avis unanimes des deux assemblées pour rétablir ce financement, malgré les amendements adoptés à plusieurs reprises en ce sens et malgré les alertes multiples.* » Concrètement, l'enveloppe consacrée à l'Area, passe de 6,7 millions d'euros en 2025 à... 1,3 million pour 2026.

« *Les pouvoirs publics justifient cette baisse de 80 % du budget par le fait que l'enveloppe a été très peu utilisée l'an dernier. Ils ont donc fixé le montant pour 2026 à hauteur des crédits utilisés en 2025* », explique Christelle Hédouin, coordinatrice à Solidarité Paysans.

Des fermes exclues du dispositif

L'Area, mise en place depuis 2019, est l'une des rares aides publiques dédiées aux agriculteurs et agricultrices en difficulté. Elle vise à mettre en place un plan de restructuration de l'exploitation et un suivi technico-économique. Elle doit être précédée d'un audit global techno-économique destiné à évaluer la viabilité et la capacité de redressement de la ferme. Première faille du dispositif, selon Solidarité Paysans : les critères d'accès à l'audit global dévoient le dispositif parce qu'ils permettent à tout agriculteur d'en bénéficier, même si la ferme n'est pas en difficulté financière.

Seconde faille : l'Area est peu utilisée parce qu'une partie des critères d'accès, établis au niveau européen, ne sont pas adaptés aux exploitations les plus en difficulté. « *Certaines d'entre elles se voient exclues de fait. Le dispositif passe totalement à côté de sa cible initiale* », déplore Christelle Hédouin.

Son association réclame la suppression de certains critères limitants pour de nombreux agriculteurs, notamment celui obligeant à détenir des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social. En vain. L'État n'a mené aucune action auprès de la Commission européenne pour modifier ces critères. Même constat de la part de la Confédération paysanne : « *Nous avons souligné à plusieurs reprises que le sous-usage de ces fonds était principalement dû à un dispositif peu réactif et dont les critères devaient être adaptés afin de cibler les fermes les plus en difficulté qui ne peuvent pas concrètement y accéder.* »

Troisième faille : une procédure complexe et des délais très longs, qui peuvent s'étaler sur plus d'un an, entre les premières démarches et la mise en place d'un éventuel plan de restructuration. « *On réfléchit à deux fois avant d'engager un agriculteur dans cette démarche. Ça ne sert à rien d'engager un audit global si, ensuite, ça ne débouche pas sur une prise en charge au titre de l'Area* », dit la coordinatrice de Solidarité Paysans.

D'autres aides amputées

L'Area n'est pas le seul dispositif à subir une coupe drastique : l'enveloppe consacrée à l'Aide à la cessation d'activité passe de 700 000 à 200 000 euros. Celle-ci permet en théorie de faciliter la reconversion professionnelle des agriculteurs contraints de cesser leur activité pour des motifs économiques. *« Les agriculteurs ne bénéficient pas du chômage quand leur exploitation fait faillite. Pour eux, il est souvent difficile de rebondir »*, explique la Confédération paysanne.

La loi d'orientation agricole du 24 mars 2025 prévoit un nouveau dispositif : l'aide au passage de relais pour les exploitants qui céderaient leur exploitation avant l'âge légal de la retraite. *« Mais les décrets sont toujours en attente de publication, et on ne sait pas qui en seront exactement les bénéficiaires »*, nuance le syndicat paysan.

Enfin, dernière amputation au système d'accompagnement des paysans en galère : le fonds d'allègement de charges, qui était doté de 1,7 million d'euros en 2025, est purement supprimé du budget 2026. Il permettait de financer une partie des frais bancaires (intérêts, restructuration de prêts) en cas d'étalement de la dette.

« Quand les fermes sont dans une situation trop difficile, l'accompagnement n'est souvent pas réalisé, constate la Confédération paysanne. Pourtant, beaucoup de ces fermes sont sauvables. Il est même démontré que les fermes qui bénéficient d'un plan de redressement s'en sortent souvent bien mieux que les entreprises d'autres secteurs d'activité. »

« Danone prospère, nos fermes galèrent » : les jeunes agriculteurs mobilisés à Ferrières-en-Bray

Anne Bouchet

5-6 minutes

Devant la laiterie de Ferrières-en-Bray, les Jeunes Agriculteurs de la Seine-Maritime et de l'Oise ont fait passer un message à Danone, lundi 23 février 2026 dans la soirée. Objectif : alerter sur les prix annoncés du lait.



Publié: 23 Février 2026 à 21h41 Temps de lecture: 1 min

Alors que le [Salon de l'Agriculture](#) bat son plein à Paris (sans les éleveurs bovins...), des banderoles sont déployées devant Danone à Ferrières-en-Bray, dans la soirée lundi 23 février 2026. À l'appel des [Jeunes Agriculteurs de l'Oise](#), rejoints par leurs collègues de la Seine-Maritime, une dizaine d'agriculteurs se sont retrouvés devant la laiterie brayonne.

Des agriculteurs « en souffrance »

« Notre revendication, c'est d'avoir une meilleure visibilité sur les prix du lait, sur le long terme, explique Simon Letellier, secrétaire général des JA de l'Oise. Les prix annoncés sont en forte baisse, ils ne pourront plus couvrir nos charges et nos investissements. Et ils changeront de mois en mois, alors qu'avant on était sur trois mois. On est dans le flou... »

« Notre action cible les transformateurs (un autre rassemblement a lieu en même temps devant Lactalis à Clermont), détaille Matthieu Carpentier, président des JA de l'Oise, devant l'usine de Ferrières. Nous sommes en plein Salon de l'agriculture où l'on met en avant les savoir-faire, il faut montrer que derrière ça, il y a des gens en

souffrance. Même s'il y a eu un regain du prix du lait ces dernières années, la baisse annoncée est catastrophique. »

Accompagner les jeunes qui s'installent

La volonté du syndicat est de mettre en lumière les besoins spécifiques des jeunes qui s'installent, ont des investissements à faire sur 5 ou 7 ans, une période durant laquelle ils ont besoin de stabilité dans leurs ressources. *« Certaines coopératives sont capables de garantir des prix aux jeunes agriculteurs, pourquoi pas Danone et Lactalis ? Il faut trouver des solutions pour alléger la pression sur eux »*, ajoute Matthieu Carpentier, lui-même éleveur laitier dans l'Oise.

De son côté, le directeur de Danone Ferrières-en-Bray, qui assistait depuis l'entrée de l'usine à l'installation des bâches sur les grilles, assure respecter *« ce moyen d'expression »*, mais ne comptait pas rencontrer les syndicalistes. *« Ce ne sont pas nos producteurs qui sont là, confie Alban Quenneville. On est déjà engagés avec les producteurs sur des contrats assez longs, nous sommes en phase de négociations mais les relations ne sont pas mauvaises. »* Des aides financières et techniques sont mises en place par le groupe à destination des jeunes agriculteurs.

Matthieu Carpentier et Simon Letellier assurent, eux, que des éleveurs laitiers qui travaillent avec Danone Ferrières étaient bien présents devant l'usine brayonne mais préfèrent rester discrets par peur des représailles...

Cette première manifestation est *« une action préventive et d'alerte »*, assurent les agriculteurs. [En février 2025 déjà](#), c'est la FNSEA qui avait mobilisé les éleveurs laitiers devant Danone. Trois jours après, un accord avait été trouvé.

Lire aussi





[Affaire Epstein : dans l'ombre du château, Gaillefontaine entre stupéfaction et doute](#)



[Près de Rouen, des objets de culte et des hosties dérobés dans deux églises](#)



[On fait quoi ce week-end à Dieppe et dans le pays de Bray ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Mobilisation des agriculteurs Ferrières-en-Bray \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Neufchâtel-en-Bray](#)



[« Danone prospère, nos fermes galèrent » : les jeunes agriculteurs mobilisés à Ferrières-en-Bray](#)



[Le pâté en croûte d'un charcutier de Neufchâtel-en-Bray médaillé au championnat de France](#)



[Louis Vuitton, Lacoste, Nike : à Eu, une femme revendait des vêtements de contrefaçon sur internet](#)



[J'ai été jurée dans le Concours général agricole pour le neufchâtel, un fromage bien de chez nous](#)



[De Dieppe à Forges-les-Eaux et Gournay-en-Bray : les restaurateurs à l'épreuve d'Uber Eats](#)



[« Le combat de la fille d'un meunier » À Dieppe, Sylvie Macquet
signe un nouveau roman du terroir](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Seine-Maritime. Travaux en 2026 : ce qui change pour toucher MaPrimeRénov' après la réouverture des aides

Cédric Thomire

~4 minutes

Bonne nouvelle pour les propriétaires qui envisagent des travaux dans leur logement. Le guichet des aides à la rénovation de l'habitat, dont la principale MaPrimeRénov', a rouvert ce lundi 23 février 2026. Piloté par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), le dispositif doit permettre cette année encore à des centaines de milliers de ménages d'être aidés financièrement pour améliorer leur logement.

Pour 2026, l'Etat maintient un niveau d'investissement important. Le budget d'intervention de l'Anah atteint **4,3 milliards d'euros**. L'objectif : **rénover environ 350 000 logements** cette année.

Quels travaux peuvent être financés ?

MaPrimeRénov' est la principale aide financière de l'Etat pour la rénovation énergétique des logements. Elle s'adresse à tous les propriétaires, occupants comme bailleurs, aussi bien en maison individuelle qu'en appartement. "[Le montant de l'aide](#) dépend des travaux et des revenus du foyer. Pour une rénovation par geste, comme le changement du système de chauffage ou l'isolation thermique, l'aide est forfaitaire. Pour une rénovation d'ampleur, comprenant au moins deux gestes d'isolation thermique et permettant un gain de deux classes énergétiques au minimum du logement après travaux, elle correspond à un pourcentage du montant des travaux. MaPrimeRénov' peut se cumuler sous conditions avec les certificats d'économie d'énergie et les aides locales", précise l'Anah.

Reprise des dossiers déposés fin 2025

La réouverture des guichets va aussi permettre de reprendre le traitement des dossiers déposés fin 2025. L'interruption liée à l'adoption du budget a entraîné des retards. Aujourd'hui, les délais moyens sont d'environ : **6 mois pour les rénovations d'ampleur, 3 mois pour un seul type de travaux**. Les particuliers qui souhaitent se lancer sont donc invités à anticiper leurs démarches.

Un rendez-vous désormais obligatoire pour les gros projets

Pour les rénovations énergétiques importantes, une nouvelle étape devient incontournable.

Avant de déposer un dossier, il faut désormais **rencontrer un conseiller du service public France Rénov'**.

Ce rendez-vous gratuit permet notamment :

- de vérifier que le projet est éligible aux aides
- d'évaluer les travaux à réaliser
- d'être orienté vers des professionnels qualifiés (artisans RGE, accompagnateurs).

A l'issue de cet échange, une attestation doit être jointe à la demande d'aide. Les ménages peuvent trouver le point conseil le plus proche sur le site france-renov.gouv.fr.

Comment demander MaPrimeRénov'

Pour bénéficier de l'aide, après avoir bien préparé son projet (diagnostic, devis, conseils) et contacté France Rénov' pour vérifier son éligibilité, il suffit de [déposer la demande en ligne](#). Attention, ne pas commencer les travaux avant d'avoir le feu vert de l'Anah. Il faut aussi que le chantier soit réalisé par un professionnel qualifié RGE. Dernière étape : envoyer les factures acquittées pour recevoir l'aide.

4,39 milliards d'euros d'aides distribuées

Le dispositif MaPrimeRénov' a déjà pris une place centrale dans la rénovation du parc privé. Depuis 2020, plus de 3 millions de logements ont été rénovés grâce aux aides de l'Anah, pour 19 milliards d'euros d'aides, ayant généré 45 milliards d'euros de travaux. Le bilan 2025 confirme cette dynamique : 4,39 milliards d'euros d'aides distribuées (+16%), 379 428 logements rénovés, 120 305 rénovations énergétiques d'ampleur financées et 36 740

logements adaptés pour la perte d'autonomie.

À Saint-Étienne-du-Rouvray, la cérémonie d'hommage au père Jacques Hamel se dessine pour les dix ans

Blaise Diagne

4-5 minutes

Victime d'un attentat terroriste le 26 juillet 2016, le père Jacques Hamel sera honoré à date par la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray, la paroisse et les services de l'État. Cette année peut-être un peu plus que les autres, dixième anniversaire oblige.



La cérémonie d'hommage à Jacques Hamel sera célébrée ce dimanche 26 juillet 2026. - Paris Normandie



Publié: 24 Février 2026 à 07h49 Temps de lecture: 1 min

La cérémonie d'hommage au père Jacques Hamel, victime d'un attentat terroriste le mardi 26 juillet 2016 en son église de [Saint-Étienne-du-Rouvray](#), se tient chaque année à date exacte. Cette année, le 26 juillet tombe un dimanche. Le hasard fait bien les choses, puisque 2026 marque aussi le dixième anniversaire de la

tragédie qui a coûté la vie au prêtre octogénaire, assassiné par deux terroristes islamistes.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La traditionnelle messe célébrée chaque 26 juillet se fera donc un dimanche. Juste avant qu'elle ne débute, le parvis de l'église stéphanaise, l'église Saint-Étienne, sera baptisé du nom du prêtre. Ce sera l'un des points d'orgue d'une cérémonie dont le déroulement est discuté depuis le début de l'année 2026 par ses trois co-organisateurs que sont la Municipalité, la paroisse et les services préfectoraux.

Un circuit immuable

Elle devrait s'articuler par ailleurs autour de passages aussi immuables qu'obligés : le rassemblement devant le presbytère situé face à la mairie, le trajet jusqu'à l'église sur les pas de Jacques Hamel qui l'empruntait quotidiennement, la messe, puis la prise de parole de personnalités devant l'église, près de la stèle hommage [inaugurée en 2017](#). Un temps de partage dans les jardins de l'espace socioculturel Georges-Déziré, de l'autre côté de la rue, devrait achever ce temps de recueillement.

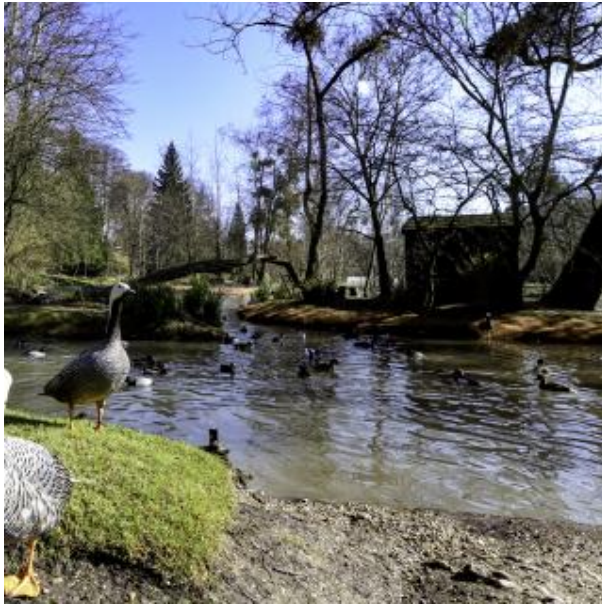
La liste des personnalités présentes n'est pas encore connue. Pour rappel, le président de la République [Emmanuel Macron](#), l'ex premier ministre Édouard Philippe ou encore le ministre de la justice Gérald Darmanin ont déjà pris part à cette cérémonie par le passé.

Lire aussi



[Sotteville-lès-Rouen : raccordée à une ligne plus puissante, la](#)

[résidence Bloch tourne la page des coupures](#)



[Grippe aviaire : le parc de Clères à nouveau sous surveillance après la mort d'un canard](#)



[Depuis quatre ans et le début de la guerre en Ukraine, la générosité des Convois d'Irina ne faiblit pas](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Saint-Étienne-du-Rouvray \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[À Saint-Étienne-du-Rouvray, la cérémonie d'hommage au père Jacques Hamel se dessine pour les dix ans](#)



[Sotteville-lès-Rouen : raccordée à une ligne plus puissante, la résidence Bloch tourne la page des coupures](#)



[Grippe aviaire : le parc de Clères à nouveau sous surveillance](#)

[après la mort d'un canard](#)



[Depuis quatre ans et le début de la guerre en Ukraine, la générosité des Convois d'Irina ne faiblit pas](#)



[Quatre ans de guerre en Ukraine : depuis la Normandie, cette réfugiée continue d'aider son pays](#)



[À Amfreville-la-Mivoie, un conseiller d'opposition annonce sa](#)

[candidature aux municipales 2026](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Pont Colbert à Dieppe : « Le calendrier de remise en service reste à confirmer »

Paris Normandie

4–5 minutes

Toujours pas de date précise pour la remise en service du pont Colbert à Dieppe. C'est ce qu'annonce Port de Normandie dans son dernier communiqué, lundi 23 février 2026.



Publié: 23 Février 2026 à 16h45 Temps de lecture: 2 min

« À ce jour, toutes les étapes de la manœuvre n'ont pas pu être franchies avec succès et plusieurs défis techniques restent à relever, en particulier sur les questions d'hydraulique et de cinématique pour garantir la meilleure fiabilité possible », explique Port de Normandie dans son dernier communiqué en date du 23 février 2026.

Autrement dit, les ingénieurs butent encore sur les questions de mouvements de rotation, de basculement et de calage du pont [dieppois](#). Dans ce contexte, le calendrier de remise en service reste à confirmer, *« mais nous restons mobilisés avec l'entreprise pour rouvrir le pont dans les meilleurs délais »*.

Un chantier particulièrement complexe

Le gestionnaire de l'ouvrage se justifie, alors que la remise en service du pont était attendue pour la fin du mois de février : *« La restauration d'un ouvrage historique et mobile tel que le pont Colbert constitue un chantier particulièrement complexe, qui nécessite des ajustements progressifs lors de la remise en*

mouvement des mécanismes. »

Ports de Normandie précise : *« Après réception du chantier, aura lieu l'étape de transmission de l'ouvrage de l'entreprise vers nos équipes, qui inclura la formation de nos personnels à l'exploitation et à la maintenance du pont. Sa durée est estimée à environ une semaine. »*

Ports de Normandie annonce qu'un nouveau point d'information sera fait *« fin février afin de rendre compte de l'avancement des derniers essais et préciser la date de remise en service du pont Colbert »*.

Lire aussi



[Près de Dieppe, un centre de loisirs dans les anciens locaux de l'entreprise Rougette](#)



[Football – N2 : sur son synthétique, le FC Dieppe enchaîne une](#)

[deuxième victoire encore grâce à N'Chobi](#)



[À Dieppe, deux Twingo prêtes à prendre la route du désert pour un raid solidaire](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[Près de Dieppe, un centre de loisirs dans les anciens locaux de l'entreprise Rougette](#)





[En Seine-Maritime, elle abandonne son métier d'avocate pour
« veiller sur vos animaux »](#)



[L'aïkido pour travailler les habiletés sociales : une nouveauté pour
les personnes autistes à Dieppe](#)



[Pont Colbert à Dieppe : « Le calendrier de remise en service reste
à confirmer »](#)





[Municipales 2026. Pierre-José Saffray lance la liste Agir pour Ouville](#)



[Louis Vuitton, Lacoste, Nike : à Eu, une femme revendait des vêtements de contrefaçon sur internet](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Saint-Nicolas-d'Alermont

Un centre de loisirs dans les anciens locaux de l'entreprise Rougette



L'un des trois bâtiments de l'ancienne entreprise Rougette, qui pourrait être détruit.

L'ancienne entreprise Rougette pourrait accueillir un futur centre de loisirs pour les enfants de la communauté de communes Falaise du Talou, qui a racheté les locaux. Il pourrait être opérationnel en 2028, en lieu et place du Lycée du Bois, à Envermeu, qui accueille jusqu'à présent les petites têtes blondes pendant les grandes vacances. Avec cette nouvelle acquisition, le nouvel ALSH pourrait également ouvrir ses portes pendant les petites vacances sur un espace de 2 000 m² qui inclurait une petite salle d'évolution.

La communauté de communes, qui a racheté les trois bâtiments pour la somme de 1,5 million, vient de lancer des études et recruté un architecte. L'enveloppe prévisionnelle de travaux est estimée à 4 500 000 euros hors taxes, hors démolition de certains lots. Le coût est évalué à ce stade à 320 000 euros hors taxes, sous réserve des résultats de diagnostics réglementaires, notamment pour ce qui concerne l'amiante et le plomb, qui vont être réalisés prochainement. « Ces estimations n'incluent pas d'éventuels coûts liés à une dépollution des sols qui feront l'objet de diagnostics ultérieurs », a précisé Patrice Philippe lors du dernier conseil communautaire.

« On aura des financements de la CAF, du Département et de la MSA », a-t-il assuré.

Un montant prévisionnel
de 4,8 M€

Les élus de la communauté de communes ont approuvé à l'unanimité le principe de l'opération pour un montant prévisionnel de 4 820 000 euros hors taxes et voté en faveur du lancement des procédures de consultation pour la désignation d'une maîtrise d'œuvre.

Une discussion a été engagée sur les coûts liés à la dépollution des sols, un conseiller arguant qu'il n'appartenait pas à la communauté de communes, réglementairement parlant, de financer cette dépollution, mais « au pollueur payeur », un argument que le président s'est engagé à vérifier.■

Rue des Martyrs, transports : la CCI d'Elbeuf fait ses demandes aux candidats pour relancer l'attractivité

4-6 minutes

Avant les élections municipales, la Chambre de commerce et d'industrie a listé ses demandes et ses recommandations pour relancer l'attractivité de l'agglomération d'Elbeuf.

Sur le même thème

[Entrepreneuriat](#)

[Municipales 2026](#)

Article réservé aux abonnés



En 2024, la CCI présentait ce visuel pour illustrer ses idées pour relancer l'attractivité de la rue des Martyrs, à Elbeuf (Seine-Maritime). Deux ans après, elle y croit toujours. ©CCI Rouen Métropole

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 23 févr. 2026 à 21h22

« Quelles sont les priorités en matière de **développement économique** ? » C'est à cette question que souhaitent répondre les dirigeants de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI)

Rouen Métropole. Un petit peu plus d'un mois avant le premier tour des **élections municipales**, ils se sont « mouillés » dans la campagne en publiant une **lettre ouverte** aux candidats. Le but ? « Attirer leur attention sur des enjeux importants pour l'attractivité et le développement économique, répond Olivier Rousseille, le président de la **CCI**. Ce n'est pas un catalogue de revendications, mais on propose une feuille de route économique pour le territoire. » En tout, ce sont plus de **80 propositions** qui sont listées dans ce document. Dont certaines très ciblées pour relancer l'attractivité de l'agglomération d'[Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#).

Transports et zones d'activités

Pour **Dominique Chauvin**, le président de la délégation d'Elbeuf de la CCI, il y a eu des bonnes choses lors du mandat qui s'achève. Le travail en bonne collaboration avec certains élus ou le soutien apporté aux clubs d'entreprises, par exemple. Mais il y a aussi des points noirs qui n'ont pas été résolus.

Il y a un vrai problème avec les transports en commun. On comprend qu'on fait partie de la Métropole, mais qu'on n'y est pas vraiment. Il faut réfléchir à des bus, des navettes ou un métro pour aller vite de Rouen à Elbeuf. C'est un enjeu très fort pour l'attractivité !

Selon lui, il faut aussi revenir sur l'arrêt du développement de zones d'activités. « Il faut des possibilités pour se développer. C'est dommage qu'on soit très limité en termes de proposition foncière sur le territoire », justifie-t-il.

Des propositions pour la rue des Martyrs

Mais l'un des plus dossiers à gérer, à écouter Dominique Chauvin, ça reste le **commerce** dans la rue des Martyrs. En 2024, déjà, la CCI dévoilait une proposition pour [piétonniser une partie de la rue](#). L'objectif, avec de la verdure, des aménagements et du mobilier urbain, était de proposer une expérience plus calme pour les clients de la principale artère commerciale.

« Elbeuf a un centre-ville qui souffre énormément. Il faut l'adapter avec des zones d'apaisement, de l'eau... Seul, le commerce n'y arrivera pas », assure une nouvelle fois le président de la délégation d'Elbeuf de la CCI, près de deux ans plus tard. Pour lui, l'un des principaux enjeux est de **redevenir attractif** pour les communes voisines de l'Eure « et leurs CSP + ».



Olivier Rousseille (à gauche), pour l'ensemble du territoire de la CCI, et Dominique Chauvin, pour la délégation d'Elbeuf, ont listé leurs demandes aux prochains maires. ©Aurélien Delavaud

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

En 2024, la proposition n'avait pas déclenché un grand enthousiasme chez Djoudé Merabet, le maire d'Elbeuf, car elle ne s'appuyait « pas sur des diagnostics assez précis sur les effets sur la circulation ou sur les transports en commun, par exemple ».

« Ils ont leurs problématiques et leur temporalité, on peut le comprendre. Mais il ne faut pas que ça dure 20 ans. Dans 20 ans, il n'y aura plus rien », alerte Dominique Chauvin.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Pêche à la coquille Saint-Jacques : deux zones fermées plus tôt au large de Dieppe

3–4 minutes

Depuis le 12 février 2026, deux gisements de coquilles Saint-Jacques près de Dieppe sont fermés dans la bande côtière. Cette décision a été prise en concertation avec les pêcheurs.

Sur le même thème

[Manche \(mer\)](#)

[Pêche](#)



Cette décision, prise par le Comité régional des pêches de Normandie en concertation avec les marins, vise à préserver la ressource en pleine saison. ©Les Informations dieppoises

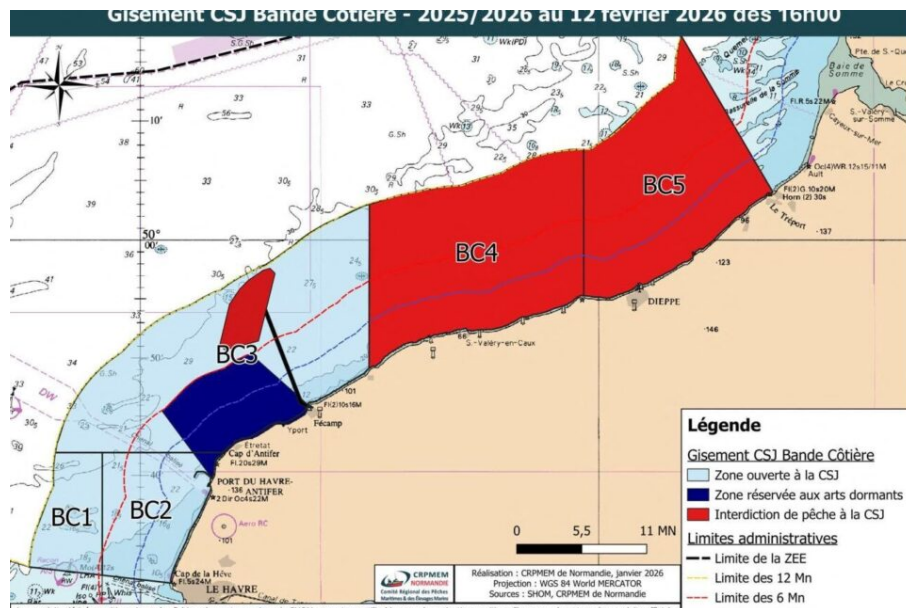
Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 24 févr. 2026 à 9h19

Depuis le **12 février 2026**, les coquillards sont contraints de s'éloigner de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) pour continuer à pêcher la coquille Saint-Jacques dans la bande **côtière**. En pleine saison de pêche, deux gisements, les numéros **4 et 5**, situés à moins de **12 milles nautiques** de Dieppe, sont désormais protégés des dragues.

Une fermeture anticipée

Le comité régional des Pêches de Normandie a décidé d'une fermeture de la pêche anticipée d'un mois, alors que l'ensemble des gisements côtiers, qui s'étendent du Havre jusqu'au Tréport sur une bande de 0 à 12 milles nautiques, sont censés rester ouverts jusqu'au 12 mars.

Les bateaux de pêche peuvent néanmoins naviguer dans ces secteurs.



Depuis le 12 février 2026, deux gisements de coquilles Saint-Jacques situés en face de Dieppe sont fermés à la pêche dans la bande côtière. ©Comité régional des Pêches de Normandie

La décision a été prise le 16 janvier lors de la commission coquille Saint-Jacques de la bande côtière, « en concertation avec les pêcheurs », insiste Coline Giraud, chargée de mission halieutique au comité des pêches. « Ce sont eux qui ont décidé de fermer ces deux zones. C'est surtout pour protéger la ressource et pour permettre un reliquat suffisant pour la prochaine campagne », précise-t-elle.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Les marins-pêcheurs membres de la commission avaient en effet signalé une diminution des volumes prélevés par rapport aux années précédentes. « On a préféré fermer », observe cette dernière.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Pour rappel, les zones 1 et 2 sont situées au large du Havre, la zone 3 au large de Fécamp, la zone 4 au large de Dieppe et la zone 5 entre Dieppe et Le Tréport. Les pêcheurs peuvent toujours exercer leur activité dans les zones ouvertes, dans les secteurs situés au large du Havre ou de Fécamp, et au-delà des 12 milles nautiques.

Si, avec le gisement bande côtière, celui de la baie de Seine doit lui aussi fermer à la mi-mars, « le gisement du large, c'est-à-dire au-delà des 12 milles nautiques, reste ouvert jusqu'à la mi-mai, donc il y aura toujours de la coquille », rassure Coline Giraud.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Étoutteville. Michel Fillocque candidat avec "une seule motivation, notre commune"

Anaëlle Dessole

1-2 minutes

La liste "Une seule motivation, notre commune", est menée par Michel Fillocque, maire sortant. Elle est constituée de femmes et d'hommes passionnés, complétée de trois nouveaux concitoyens *"venus nous rejoindre avec les compétences qui nous permettront de tenir d'engagement"*.

La liste est composée comme suit : Michel Fillocque, 77 ans, chef d'entreprise à la retraite, Régine Vimbert, 67 ans, agricultrice à la retraite, Ludovic Chapelle, 59 ans, agriculteur, Chantal Godefroy, 62 ans, mère au foyer, Christian Féron, 66 ans, chef d'entreprise en retraite, Sonia Lasnon, 49 ans, enseignante, Ludovic Lainé, 52 ans, chargé de mission opérationnelle, Marguerite Gourcerol, 47 ans, infirmière, Jean-Sébastien Grasset Ramon, 52 ans, cadre méthode à EDF, Peggy Bellenger, 51 ans, cadre socio-éducatif, Jean-Denis Quatrehomme, 72 ans, retraité, Violaine Aubert, 37 ans, assistante sociale, Florian Vimont Leseigneur, 42 ans, cadre de la fonction publique, Laure-Manuelle Dubois, 40 ans, employée commerciale et Gérard Leroux, 76 ans, retraité.

Municipales au Havre : la gauche, (presque) unie derrière Jean-Paul Lecoq, présente sa liste

Romain Huynh

9–12 minutes

Jean-Paul Lecoq a présenté, lundi 23 février 2026, sa liste « Mieux vivre ensemble au Havre ». 61 colistiers issus des rangs des partis de gauche, sans La France insoumise, et de la société civile. Communistes, socialistes et écologistes évoquent un projet commun élaboré avec « fluidité ».



Publié: 23 Février 2026 à 20h12 Temps de lecture: 4 min

Jean-Paul Lecoq, [candidat soutenu par les partis de gauche](#) – hors LFI – pour l'élection municipale au Havre, a présenté sa liste lundi 23 février 2026, à la salle des fêtes de Gravelle, un mois après son meeting de lancement de campagne. Environ 500 personnes attentives étaient venus assister au dévoilement de la liste « Mieux vivre ensemble au Havre », menée par le député et actuel conseiller municipal d'opposition, face à [celle du maire sortant Édouard Philippe](#). Dans un ordre aléatoire, les 60 colistiers se sont présentés les uns après les autres, en vidéo pour certains et physiquement pour d'autres. Ils ont en quelques mots expliqué la raison de leur engagement.

Des figures des partis de gauche

Parmi les premiers colistiers, on retrouve notamment des figures des partis de gauche havrais : le Parti socialiste est représenté par Matthieu Brasse, conseiller régional, Florence Martin-Péréon, Valérie Levesques et Théo Fortin, secrétaire de section. Laurent Logiou, lui, a quitté le Parti socialiste pour rejoindre Génération.s en 2017.

Outre la tête de liste Jean-Paul Lecoq, Nathalie Nail, Sofia Cherigui et Baptiste Bauza représentent le Parti communiste français, respectivement en quatrième, huitième et onzième positions. Concernant les Écologistes, les premiers noms sur la liste sont ceux de Laurent Martin, cosecrétaire du groupe local, Manuela Dogo Nendje et Arnaud Flambard.



Près de 500 personnes sont venues assister au dévoilement de la liste menée par Jean-Paul Lecoq au Havre, lundi 23 février 2026, à la salle des fêtes de Gravelle au Havre. - Romain Huynh/Paris Normandie

La gauche unie aux municipales, une première en 25 ans

Une répartition qui, assure-t-on dans l'entourage de Jean-Paul Lecoq, n'a nécessité « *aucune négociation. On a présenté une base de travail, qui n'a pas bougé.* » Sur l'absence de La France insoumise dans cette liste qui se veut celle d'une gauche rassemblée, « *on continue de le regretter... c'est comme ça, maintenant il faudra que les électeurs de gauche se rassemblent au second tour pour battre Édouard Philippe et le candidat de l'Union des droites pour la république et du Rassemblement national [Franck Keller], NDLR* ».

« Nos constats étaient les mêmes, nos solutions n'étaient pas très éloignées. »

Théo Fortin, Secrétaire de section du Parti socialiste

Si les Insoumis ont effectivement [décidé de faire cavaliers seuls](#)

[pour ce scrutin](#), le reste des forces de gauche s'emploie à jouer, de concert, la même partition. « *Cela fait plusieurs années qu'on se réunit régulièrement*, affirme le socialiste Théo Fortin. *Le fait de bien se connaître a permis de fluidifier nos échanges, par rapport aux scrutins précédents.* » Le secrétaire de la section havraise du PS assure par ailleurs que les partenaires issus du Front populaire havrais ne se sont « *pas situés dans une logique de rapport de force* ». Avant d'ajouter que « *le travail de construction du programme s'est fait de manière assez fluide. Nos constats étaient les mêmes, nos solutions n'étaient pas très éloignées. Notre rôle a été de parler à l'électorat social-démocrate, et de faire un retour d'expérience des villes, comme Rouen, déjà dirigées par des maires socialistes.* »



Une partie des colistiers de Jean-Paul Lecoq étaient présents à la salle des fêtes de Gravelle au Havre, lundi 23 février 2026 au soir. - Romain Huynh/Paris Normandie

De nombreux militants associatifs

De la même façon, les Écologistes se sont employés, au moment de l'élaboration du programme, à « pousser » les thèmes constitutifs de leur ADN politique. *« Dans un premier temps, chaque parti de gauche a préparé son projet, et il y a un an on les a confrontés. Pour voir s'il existait des désaccords fondamentaux »,* explique Laurent Martin, en troisième position sur la liste. *« Ces derniers temps, le besoin de transition écologique est un peu passé sous les radars, reconnaît l'écologiste. Mais le réchauffement climatique revient parmi les préoccupations des Havrais. L'enjeu est de faire en sorte que la ville s'adapte le mieux possible, et la transition écologique est très transversale. Elle touche aussi bien aux questions de logement que de transports... Tout projet, tout euro engagé doit prendre en compte le coût écologique. »*

Au-delà des enjeux partisans, la liste « Mieux vivre ensemble au Havre » se veut « à l'image du Havre et de ses habitants », soutient un proche de Jean-Paul Lecoq. *« Nous comptons beaucoup de militants associatifs ou syndicaux hors parti, qui se sont manifestés après la déclaration de principes du Front populaire havrais en novembre 2025. On voulait surtout que tous les quartiers du Havre soient représentés dans le futur conseil municipal. Et surtout, pour plus de la moitié des colistiers, c'est un premier engagement à un scrutin municipal. »* Sur les 60 colistiers de Jean-Paul Lecoq, dix figuraient déjà sur sa liste en 2020.

La liste exhaustive

Jean-Paul Lecoq, 67 ans, député ; Florence Martin Péréon, 60 ans, présidente d'association ; Laurent Martin, 65 ans, médecin ; Nathalie Nail, 57 ans, députée suppléante ; Ibrahima Sall, 43 ans, éducateur ; Manuela Dogo Nendje, 49 ans, attachée de recherche ; Didier Martin, 54 ans, déclarant en douane ; Sofia Cherigui, 28 ans, orthophoniste ; Théo Fortin, 29 ans, économiste ; Inès Hassani, 27 ans, cheffe de projet logement ; Baptiste Bauza, 36 ans, cheminot ; Valérie Levesques, 60 ans, formatrice QSSE ; Laurent Logiou, 64 ans, président d'association ; Louise Cavelier, 35 ans, orthophoniste ; Arnaud Flambard, 54 ans, cadre territorial ; Agnès Grimoin, 68 ans, prévention accident du travail ; Matthieu Brasse, 41 ans, conseiller régional ; Gaëlle Cahard, 45 ans, manipulatrice radio ; Jean-Baptiste Le Cam, 41 ans, enseignant ; Anaëlle Berneau, 31 ans, directrice centre de formation ; Ludovic Pacot Grivel, 56 ans, directeur de théâtre ; Zehra Buyuk Sevindik, 35 ans,

juriste ; Raphael Hervieu, 51 ans, chargé d'affaire ; Delphine Lebouvier, 49 ans, comptable ; Florent Cornou, 41 ans, commerçant ; Mathilde Régis, 25 ans, privée d'emploi ; Luc Sauvage, 64 ans, retraité de la chimie ; Julie Campeli, 43 ans, AESH ; Eric Charnay, 61 ans, agent du service public ; Hortense Mus, 42 ans, commerçante ; Philippe Mendy, 51 ans, éducateur spécialisé ; Imane Raho-Moussa, 27 ans, accompagnement social ; Soren Cornette, 40 ans, infirmier ; Virginie Herviou, 40 ans, responsable local de l'habitat ; Axel Blanchet, 31 ans, informaticien ; Annie Drogou, 79 ans, infirmière retraitée ; Stéphane Madelaine, 56 ans, enseignant ; Angela Heranval, 42 ans, secrétaire administrative ; Mathis Lucas, 27 ans, ouvrier docker ; Patricia Uttley, 63 ans, comédienne ; Cyrille Vaugeois, 58 ans, professeur ; Isabelle Flandin, 67 ans, retraitée ; Sylvain Sainte Marie, 20 ans, étudiant ; Béatrice Baudoin, 63 ans, retraitée Éducation Nationale ; Rémi Caniel, 38 ans, facteur ; Alicia Harry, 28 ans, secrétaire ; Gilles Marga, 65 ans, retraité de l'automobile ; Khadija Khia, 63 ans, bibliothécaire ; Sébastien Bellet, 53 ans, infirmier anesthésiste ; Yixin Gonzalez Lam, 31 ans, commerciale ; Philippe Paumelle, 63 ans, retraité service public ; Elene Houmadi, 42 ans, infirmière ; François Lopez, 39 ans, professeur ; Anna Semadegbe-Codo, 62 ans, aide à domicile ; Stevens Castel Vivar, 41 ans, ouvrier BTP ; Nadine Ben Moussa, 71 ans, retraitée ; Laurent Langelier, 61 ans, conseiller municipal ; Marie Levaray, 42 ans, technicienne développement durable ; Eric Gueguen, 57 ans, conseil en numérique ; Axelle Jouvin, 48 ans, cadre territoriale ; Pierre Dieulafait, 75 ans, militant écologiste ;

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Près du Havre, l'association Aquacaux présente des missions et ses projets](#)

[Football – Ligue 1 : Diaw – Mpasi, peut-il y avoir débat dans le but du HAC ?](#)

[Soulagement à Renault Sandouville, questions sur le gardien du HAC... Le point actu au Havre à 20 h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Municipales au Havre : la gauche, \(presque\) unie derrière Jean-Paul Lecoq, présente sa liste](#)



[Près du Havre, l'association Aquacaux présente des missions et ses projets](#)





[Football – Ligue 1 : Diaw – Mpasi, peut-il y avoir débat dans le but du HAC ?](#)



[Soulagement à Renault Sandouville, questions sur le gardien du HAC... Le point actu au Havre à 20 h](#)



[Au Havre, pourquoi de nombreux pompiers sont déployés quartier Graville ?](#)



Municipales 2026 à Étainhus. Candidat à sa succession, Rémi Malo veut « poursuivre les projets entamés »

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026 à Étainhus. Candidat à sa succession, Rémi Malo veut « poursuivre les projets entamés »

Laure Ferrari

5-6 minutes

C'est avec une équipe renouvelée de moitié que Rémi Malo, l'actuel maire de la commune d'Étainhus, près de Saint-Romain-de-Colbosc, se présente aux municipales des 15 et 22 mars 2026. Entre bilan et projets, il défend un programme dans le cadre d'une gestion rigoureuse.



Rémi Malo au centre de la photo conduira la liste « L'expérience pour l'avenir d'Étainhus » - DR



Publié: 23 Février 2026 à 17h31 Temps de lecture: 1 min

Rémi Malo, agriculteur de 68 ans, est candidat à sa succession aux municipales des 15 et 22 mars 2026. Après trois mandats d'adjoint et deux de conseiller, ce natif d'Étainhus, élu maire en 2020, se

représente « *pour poursuivre les projets entamés* », estimant « *qu'un seul mandat est trop court pour tout accomplir* ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« *Mon village, j'y suis très attaché et, grâce à ma profession, j'ai une grande connaissance du terrain et une disponibilité importante pour les habitants* », insiste le maire pour qui « *cette décision de repartir était une évidence.* »

Préserver l'identité rurale

À la tête de la liste intitulée « L'expérience pour l'avenir d'Étainhus », Rémi Malo tient d'abord à défendre son bilan : « *Le gymnase a été rénové et le terrain de tennis usagé transformé en city stade. Nous avons créé des jeux pour les petits. Avec la communauté urbaine, un chemin piétonnier entre la salle de sport et le village a été créé. Enfin, nous avons entamé des travaux dans la salle communale et l'église* », détaille Rémi Malo. L' élu insiste, par ailleurs, sur « *la reprise, et donc le maintien, de l'épicerie locale* », apportant un service vital pour le dynamisme de la commune.

« Une équipe solide et représentative de la population »

Son équipe, composée de personnes réparties sur toute la commune pour une représentativité de tous, de différentes professions et renouvelée de moitié, Rémi Malo la juge « *solide et représentative de la population* ». Il souligne que « *les jeunes qu'il avait intégrés il y a six ans sont restés fidèles et sont toujours motivés* ». L'ensemble formant « *un équilibre* » entre la jeunesse et l'expérience. Enfin, comme l'agriculteur, tous ont en commun de vouloir préserver « *l'identité rurale du village* », tout en le maintenant « *dynamique* ».

S'il est élu, l'actuel maire souhaite axer son mandat sur plusieurs priorités. Il évoque la possibilité de voir quelques constructions se faire pour soutenir les effectifs de l'école. D'ailleurs, la rénovation du groupe scolaire est l'un des projets majeurs d'Étainhus que Rémi Malo aimerait voir achevé.

L'animation locale n'est pas en reste. Le maire-candidat souhaite instaurer une fête de village annuelle ou encore remettre au calendrier des festivités capables de réunir le plus grand nombre, comme les feux de la Saint-Jean. Le maire compte agir sur la sécurisation des axes traversant la commune, où la vitesse est

« *trop souvent excessive* ».

S'il affiche des ambitions, Rémi Malo tient à ce qu'elles restent dans le cadre « *d'une gestion rigoureuse et économe (...)* *privilégiant l'autofinancement par l'excédent de fonctionnement plutôt que l'emprunt systématique* ».

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Près du Havre, l'association Aquacaux présente des missions et ses projets](#)

[Football – Ligue 1 : Diaw – Mpasi, peut-il y avoir débat dans le but du HAC ?](#)

[Soulagement à Renault Sandouville, questions sur le gardien du HAC... Le point actu au Havre à 20 h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Étainhus \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Municipales au Havre : la gauche, \(presque\) unie derrière Jean-Paul Lecoq, présente sa liste](#)





[Près du Havre, l'association Aquacaux présente des missions et ses projets](#)



[Football – Ligue 1 : Diaw – Mpasi, peut-il y avoir débat dans le but du HAC ?](#)



[Soulagement à Renault Sandouville, questions sur le gardien du HAC... Le point actu au Havre à 20 h](#)





[Au Havre, pourquoi de nombreux pompiers sont déployés quartier Graville ?](#)



[Municipales 2026 à Étainhus. Candidat à sa succession, Rémi Malo veut « poursuivre les projets entamés »](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. Pierre-José Saffray lance la liste Agir pour Ouville

Sylvie Macquet

4–5 minutes

Enfant du pays, Pierre-José Saffray s'engager aux prochaines municipales 2026 pour un mandat de maire. Il compte sur son expérience d'élus et affirme : « aimer les gens ».



Par Sylvie Macquet

Publié: 23 Février 2026 à 16h02 Temps de lecture: 2 min

Implantée à Ouville-la-Rivière depuis plus de quarante ans, la famille Saffray fait partie du paysage communal. Aujourd'hui, c'est au tour de Pierre-José Saffray de franchir un nouveau cap. À 53 ans, cet animateur, fort de 24 années d'engagement, annonce la constitution d'une liste en vue des prochaines municipales, baptisée : Agir pour Ouville.

Quatre mandats d'élus

Pierre-José Saffray s'appuie sur son expérience acquise au cours de quatre mandats d'élus. Pendant cette période, il a siégé à la commission finances et budget ainsi qu'au CCAS (Centre communal d'action sociale). Président du comité des fêtes durant une dizaine d'années et, plus récemment, membre de la commission « Lien », il a notamment préparé la fête du village : Terre en fête, organisée le premier week-end de septembre.

Celui qui affirme « *aimer les gens* » assure vouloir se rendre très disponible. « *Pendant la première année au moins si je suis élu, je ne prendrai qu'une semaine de congés* », assure le candidat. « *Je*

sais aussi que je peux compter sur une équipe soudée et solide, représentative du village, pour porter mon projet. »

Réouverture de l'église et Conseil des sages

Parmi ses priorités figure la réouverture de l'église, avec l'ambition de « faire résonner à nouveau les cloches ». Il souhaite renforcer les liens entre l'école, la mairie et les aînés de la commune.

« J'envisage, par ailleurs, la création d'un Conseil des sages, composé d'élus et de non-élus. Cette instance aurait pour mission de formuler des propositions transmises au conseil municipal pour débat. » Elle se réunirait à la mairie ou dans un tiers-lieu. *« Ce pourrait être dans l'ancienne mercerie acquise par la commune en 2020, dont les travaux de rénovation doivent s'achever début mars »,* précise le candidat. *« Ce lieu aura également vocation à accueillir des ateliers cuisine et informatique. »* Le candidat assure vouloir gérer la commune *« avec rigueur et sens des responsabilités. »* tout en insufflant une nouvelle dynamique au village.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Près de Dieppe, un centre de loisirs dans les anciens locaux de l'entreprise Rougette](#)





[Football – N2 : sur son synthétique, le FC Dieppe enchaîne une deuxième victoire encore grâce à N'Chobi](#)



[À Dieppe, deux Twingo prêtes à prendre la route du désert pour un raid solidaire](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Ouville-la-Rivière \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)





[Près de Dieppe, un centre de loisirs dans les anciens locaux de l'entreprise Rougette](#)



[En Seine-Maritime, elle abandonne son métier d'avocate pour « veiller sur vos animaux »](#)



[L'aïkido pour travailler les habiletés sociales : une nouveauté pour les personnes autistes à Dieppe](#)





[Pont Colbert à Dieppe : « Le calendrier de remise en service reste à confirmer »](#)



[Municipales 2026. Pierre-José Saffray lance la liste Agir pour Ouville](#)



[Louis Vuitton, Lacoste, Nike : à Eu, une femme revendait des vêtements de contrefaçon sur internet](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À Amfreville-la-Mivoie, un conseiller d'opposition annonce sa candidature aux municipales 2026

Paris Normandie

4-6 minutes

À la tête de la liste « Un élan commun pour Amfreville », Frédéric Goudemare annonce sa candidature à Amfreville-La-Mivoie pour les élections municipales 2026.



Frédéric Goudemare (à droite), candidat à la mairie d'Amfreville-La-Mivoie, pose avec celui qu'il veut avoir en premier adjoint, Didier Urbaniak. - PND



Publié: 23 Février 2026 à 16h00 Temps de lecture: 1 min

Actuellement conseiller municipal d'opposition à Amfreville-la-Mivoie, Frédéric Goudemare a annoncé sa candidature aux prochaines élections municipales. Âgé de 52 ans et chef d'équipe à la direction interdépartementale des routes, il sera en tête de la

liste « Un élan commun pour Amfreville ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Notre liste composée de 23 personnes respecte la parité hommes/femmes. La moyenne d'âge est de 45 ans. La diversité des parcours et des expériences des personnes qui la composent constitue un véritable atout », explique [le candidat](#).

« Un véritable binôme »

« J'ai décidé de me présenter car je pense qu'il y a un manque de transparence dans ce qui se passe dans la ville. Je souhaite également redonner du dynamisme à notre commune, qui au fil du temps a perdu de son attractivité ».

S'il est élu, le candidat à la mairie a déjà en tête le nom de son premier adjoint en la personne de Didier Urbaniak, un jeune retraité de 61 ans. *« Avec Didier Urbaniak, nous voulons constituer un véritable binôme afin de pouvoir répondre aux attentes des Amfrevillais »* précise Frédéric Goudemare.

«La sécurité, un axe majeur»

La sécurité constitue l'un des axes majeurs des engagements de la liste [aux municipales](#). *« Même si nous n'avons pas de gros problèmes de sécurité à Amfreville, nous souhaitons la renforcer. Ce sera de la sécurité préventive, avant qu'il ne soit trop tard »* explique Didier Urbaniak. Les candidats proposent de créer un lieu de rencontre moderne et accessible à tous. Ce serait un espace convivial destiné à favoriser les échanges et le lien social entre les habitants et les associations.

« Nous souhaitons redonner à Amfreville-la-Mivoie son charme d'autrefois notamment par l'embellissement de l'espace public. Nous voulons également redynamiser le commerce de proximité et l'implantation d'entreprises locales » complètent les candidats.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

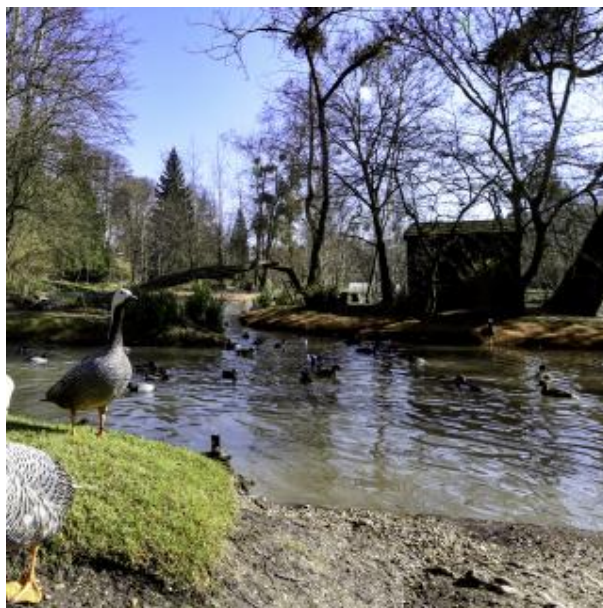




[À Saint-Étienne-du-Rouvray, la cérémonie d'hommage au père Jacques Hamel se dessine pour les dix ans](#)



[Sotteville-lès-Rouen : raccordée à une ligne plus puissante, la résidence Bloch tourne la page des coupures](#)



[Grippe aviaire : le parc de Clères à nouveau sous surveillance après la mort d'un canard](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Amfreville-la-Mi-Voie \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[À Saint-Étienne-du-Rouvray, la cérémonie d'hommage au père Jacques Hamel se dessine pour les dix ans](#)



[Sotteville-lès-Rouen : raccordée à une ligne plus puissante, la résidence Bloch tourne la page des coupures](#)





[Grippe aviaire : le parc de Clères à nouveau sous surveillance après la mort d'un canard](#)



[Depuis quatre ans et le début de la guerre en Ukraine, la générosité des Convois d'Irina ne faiblit pas](#)



[Quatre ans de guerre en Ukraine : depuis la Normandie, cette réfugiée continue d'aider son pays](#)





[À Amfreville-la-Mivoie, un conseiller d'opposition annonce sa candidature aux municipales 2026](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Calleville-les-Deux-Eglises. La tête de liste d'opposition estime « un nouveau souffle nécessaire »

Sylvie Macquet Correspondante



Julien Prévôt habite la commune depuis vingt ans. Photo Paris-Normandie

Calleville-les-Deux-Eglises. La liste d'opposition en vue des prochaines élections municipales est conduite par Julien Prévôt, 42 ans, formateur agricole et enseignant qui habite dans la demeure familiale du grand-père depuis une vingtaine d'années.

À Calleville-les-Deux-Églises, c'est un projet nouveau et différent pour l'avenir qui est proposé par la liste d'opposition en vue des prochaines élections municipales. Elle est conduite par Julien Prévôt, 42 ans, formateur agricole et enseignant qui habite dans la demeure familiale du grand-père depuis une vingtaine d'années. « Cet ancrage local fort, nourrit mon engagement, confie le candidat, et après trois mandats du maire sortant, nous souhaitons insuffler un nouvel élan et proposer une autre lecture des besoins de la commune. »

Sans remettre en cause la bonne gestion financière, il estime néanmoins que certaines priorités auraient pu être orientées davantage vers les habitants et leur bien-être. Pour les jeunes, il privilégie ainsi la remise en état et la sécurisation du terrain de jeux actuel, vétuste et abandonné, à la construction de logements sur la parcelle. « On peut envisager de créer un local où les jeunes pourraient se retrouver, tout en imaginant un espace ouvert aux anciens, le tout réalisé sans perturber les finances de la commune. » Selon lui, l'arrivée récente de nouveaux habitants, principalement des couples avec enfants », renforce la nécessité de ces équipements.

Transparence et représentation

La communication et la transparence constituent un autre axe fort de son programme. Il souhaite que les décisions municipales soient mieux expliquées et plus accessibles aux habitants. Julien Prévot plaide également pour une présence plus active de la commune au sein de l'intercommunalité Terroir de Caux. « Il faut anticiper les besoins et participer aux décisions », souligne le formateur. La sécurité dans le village constitue le troisième pilier de son programme face à la vitesse excessive dans certaines rues. « Le ressenti des jeunes comme des anciens doit être pris en compte, et des solutions concrètes seront étudiées », insiste le candidat. Sa liste, d'une moyenne d'âge de 50 ans, allie expérience et renouvellement. Elle comprend deux adjoints de l'équipe sortante, un ancien conseiller municipal qui a effectué plusieurs mandats par le passé, ainsi que 8 nouveaux membres, engagés notamment dans les domaines de la jeunesse et de l'école. S'il reconnaît n'avoir jamais exercé de fonctions municipales, Julien Prévôt estime que son métier lui a apporté des qualités d'écoute, de pédagogie et de capacité à rassembler qui lui permettraient de s'investir pleinement au service de la commune.

Julien Leblond présente une liste de continuité

De notre correspondante Isabelle Arson



Julien Leblond et une partie de son équipe « Ensemble bien vivre à Bénouville ».

Paris Normandie

Si Jean-Pierre Leduc, maire de Bénouville, a décidé de ne pas se présenter à sa propre succession, Julien Leblond présente une liste avec trois conseillers issus de son équipe, dans l'idée de continuer son œuvre après mars 2026. En tête de « Ensemble bien vivre à Bénouville », Julien Leblond 32 ans, est opérateur dans le stockage pétrolier. « Je suis habitant de Bénouville depuis de nombreuses années, de génération en génération. Et bénévole au comité des fêtes depuis 8 ans. Après que Jean-Pierre Leduc a annoncé la fin de son mandat, j'ai décidé de continuer son œuvre : faire vivre le village en harmonie et veiller à son amélioration. », affirme-t-il. Suivent sur la liste Claire Salmon 47 ans, secrétaire ; Florian Crochemore 44 ans, animateur qualité sécurité environnement ; Céline Omont 42 ans, conseillère en insertion professionnelle ; Bastien Hoffecard 36 ans, agent circulation SNCF réseau ; Virginie Terrier 50 ans, adjointe administrative ; Patrick Le Piolot 68 ans, retraité ; Edwige Mercier 55 ans, agricultrice ; Noah Thevenin 20 ans, apprenti électricien ; et Marie-Océane Dietz 26 ans, capitaine de la marine marchande. Et Julien Leblond de conclure : « Mon équipe et moi voulons travailler sur l'avenir de la scolarité de nos enfants, l'accompagnement de nos aînés, l'animation du village et sa sécurité. »■

Houpeville. Monique Bourget vise la passe de quatre

Monique Bourget brigue un quatrième mandat à la tête d'Houpeville, cette commune au nord de Rouen qui compte 2 800 habitants. PN

Monique Bourget, actuelle maire et retraitée du secteur bancaire, se présente aux élections municipales de 2026 à Houpeville avec sa liste sans étiquette, « Bien vivre à Houpeville ».

« Mon ambition est intacte »

Pourquoi repartir en 2026 ? « Je suis un maire de terrain, mon ambition pour Houpeville est intacte. Elle est même plus forte. Parce que le monde change, parce que les défis de 2026 ne sont plus ceux de 2011, la transition écologique, la solidarité de proximité, le dynamisme de nos commerces et de nos associations. J'accorde une grande importance à la concertation et au dialogue, c'est dans les échanges que naissent les meilleures idées », détaille Monique Bourget.

« La fonction de maire demande beaucoup de temps et de disponibilité, poursuit la candidate, ce qui me satisfait de voir des projets aboutir, et d'apporter du bien-être aux habitants et d'être à l'écoute des associations qui sont très importantes à Houpeville. . »

De nombreux travaux en projet

Les projets ? « Rénovation de la salle des sports et son agrandissement pour une livraison normalement en janvier 2027, création d'une bibliothèque, travaux à l'école de musique et dans l'église classée », annonce l'élue. « Malheureusement après plusieurs réunions avec la métropole, nos routes départementales ne permettent pas la création de pistes cyclables, c'est pourquoi toute la commune est en zone 30. »

« Une élection, conclut Monique Bourget, c'est le moment où l'on choisit un cap. Le mien est clair : la fidélité à nos valeurs et l'audace pour notre avenir. Avec une équipe renouvelée, mêlant expérience et visages nouveaux. »

Xavier Falconi présente une liste sans étiquette face à Monique Bourget. ■

Municipales 2026 à Angiens : le maire raccroche, son premier adjoint en lice pour lui succéder

4-5 minutes

Le maire d'Angiens (Seine-Maritime), Jean-Marie Ferment, ne se représente pas aux élections municipales de mars 2026. Son premier adjoint Alain Couroyer veut lui succéder.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Pays de Caux](#)

Article réservé aux abonnés



Alain Couroyer (à droite) se présente comme tête de liste pour succéder à Jean-Marie Ferment comme maire d'Angiens (Seine-Maritime). ©Les Informations dieppoises / Mathieu te Morsche

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 23 févr. 2026 à 20h00

Jean-Marie Ferment et Alain Couroyer sont tous deux élus au conseil municipal d'[Angiens \(Seine-Maritime\)](#) depuis 2001. Mais le premier, maire depuis 2008, va passer la main. Et c'est le second, premier adjoint depuis 2014, qui se positionne comme tête de liste

aux [élections municipales](#) de mars 2026 pour lui succéder.

Le maire sortant, 76 ans, avance son âge comme principale raison de son arrêt, mais aussi « la fatigue **administrative** » et « des conditions d'exercice plus difficiles avec la **complexification** des procédures ».

« Dynamiser le village »

Les deux hommes travaillant ensemble depuis plus de 20 ans, la désignation d'Alain Couroyer comme successeur potentiel s'est donc faite naturellement.

« J'étais vice-président à la communauté de communes en charge du **plan local d'urbanisme intercommunal** et Alain était chargé de l'urbanisme à Angiens », précise Jean-Marie Ferment, afin d'illustrer leur synergie.

Le premier adjoint, natif d'Angiens et âgé de 70 ans, veut donc se placer dans la **continuité** du maire sortant. « Il y a des dossiers votés et prévus, nous voulons maintenir cet engagement », souligne le candidat.

Avec une liste de sept femmes et six hommes, renouvelée de moitié, il veut « continuer à **dynamiser** le village », mais aussi poursuivre sa sécurisation, citant deux routes où la vitesse reste excessive. Il veut par ailleurs finaliser la réalisation de réserves incendie.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

« Une rigueur budgétaire »

S'il est élu maire, Alain Couroyer s'attend à un mandat nécessitant « une vigilance et une **rigueur budgétaire** qui va restreindre les grands projets ».

Jean-Marie Ferment précise que les travaux de rénovation de la toiture du **clocher de l'église** ont coûté cher à la commune. Son adjoint ajoute toutefois qu'un chantier de **lotissement** doit être lancé en 2026 pour augmenter la part de résidences principales dans la commune.

Les deux élus constatent que malgré l'augmentation du nombre

d'habitations durant leurs mandats, celui d'habitants a **baissé**.
Angiens compte aujourd'hui environ **530 habitants permanents** et
40 % de résidences secondaires.

« J'ai pris beaucoup de plaisir à occuper cette fonction de maire,
bien qu'elle soit difficile, conclut Jean-Marie Ferment. Cela m'a
apporté une grande **satisfaction** d'essayer de rendre service à la
population. »

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en
favori avec [Mon Actu](#).*

Municipales 2026 : à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, Arlen Richard-Piedeleu va mener une liste soutenue par la gauche

4–6 minutes

Soutenus par plusieurs formations de gauche, Arlen Richard-Piedeleu et la liste Saint-Aubin autrement sont candidats à la mairie de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime).

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)



Arlen Richard-Piedeleu, ici accompagné de deux colistières, va mener une liste soutenue par plusieurs formations de gauche à Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime). ©Aurélien Delavaud

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 23 févr. 2026 à 17h34

Une séparation un petit peu houleuse, un **changement de nom...** Les débuts ont été difficiles, mais la campagne est maintenant bien lancée pour la liste **Saint-Aubin autrement** et sa tête de liste, **Arlen Richard-Piedeleu**.

« Nous étions deux chefs de file, mais nous avons préféré nous

séparer. Il y a des choses qui ne sont pas acceptables... Ça a donné lieu à une **scission** et la grande majorité du collectif m'a suivi. Ensuite, nous avons pris un nouveau nom parce que c'était plus simple et parce que ça montre que nous prenons un **nouveau départ** », confie le candidat à la mairie de [Saint-Aubin-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#).

Une liste soutenue par plusieurs formations de gauche

À 31 ans, Arlen Richard-Piedeleu est **autoentrepreneur** dans le milieu de la communication et du marketing et dirigeant d'une association sportive du territoire. Mais pourquoi se lancer aussi jeune dans la course à la mairie de sa commune ?

« La moyenne d'âge du conseil municipal, pour être un peu taquin, ne traduit pas vraiment la **jeunesse du territoire**. Il y a plein de gens qui n'ont pas de représentation dans ce conseil municipal », justifie celui qui assure que sa liste est soutenue par le Parti de gauche, La France insoumise, Génération.s et Les Écologistes.

Ferme municipale et P'tit camion

Ouvertement de **gauche**, la liste Saint-Aubin autrement, qui n'est pas encore complète, a défini ses priorités, si elle accède à la mairie. La première ? « La création d'une **ferme municipale**, pour fournir en aliments les cantines et en faire un outil pédagogique et de réinsertion professionnelle, présente Arlen Richard-Piedeleu. Ça permettrait de réduire les coûts avant de tendre vers la **gratuité** totale des **cantines**. »

Vidéos : en ce moment sur Actu

S'il concède que la mesure peut être coûteuse au départ, le candidat considère que c'est « un investissement sur le long terme ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Autre proposition de la liste : la création d'un **service municipal itinérant** pour se rapprocher des habitants et baptisé « le P'tit camion ». « Dedans, on pourrait mettre du matériel de la médiathèque, du personnel de mairie pour aider dans les

démarches, décrit Arlen Richard-Piedeleu. On pourrait aussi passer des partenariats avec les épiceries ou les pharmacies pour que le camion fasse les livraisons. »

Commerce, polluants, démocratie participative...

Parmi ses autres idées, la tête de liste cite par exemple le **commerce**, qu'il veut redynamiser avec la création d'une boutique test, un accompagnement à l'implantation « avec des subventions ou des loyers modérés » et le retour « d'un marché hebdomadaire le week-end, à l'espace des Foudriots ».

Sur le plan de la **démocratie participative**, Saint-Aubin autrement veut proposer des « budgets participatifs par quartier, par exemple pour créer des aires de jeux ou des **potagers** », soumettre aux voix des habitants plusieurs solutions pour l'éclairage public ou encore consulter les habitants sur la création d'un « service de tranquillité publique ».

Enfin, en ce qui concerne la **santé**, en plus de la création d'une Maison de santé avec des médecins salariés par la Ville, Arlen Richard-Piedeleu veut que « la municipalité puisse agir contre les polluants rejetés par les usines », en demandant une **enquête sanitaire**, en « exigeant que les aménagements pour limiter la pollution soient faits » et « en demandant que la pollution déjà faite soit nettoyée ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Le projet de loi “Décentralisation” entend conforter le contrôle de l’État autour de la “figure du préfet”

Simon Gendrel

6–7 minutes

Qu’en sera-t-il du contenu du futur projet de loi sur la décentralisation ? Le document transmis récemment à des “parties prenantes”, comme l’a révélé le média *Contexte*, permet d’y voir plus clair. Plusieurs projets d’articles, communiqués par le gouvernement la semaine du 16 février, prévoient en effet de renforcer le rôle du préfet de département et de réformer l’organisation des Agences régionales de santé (ARS).

Le texte, affiché comme une priorité par Sébastien Lecornu dès sa prise de poste, sera débattu après la séquence des municipales, au mois d’avril. Si certains lui reprochent de laisser subsister un certain flou autour de son contenu, le renforcement du pouvoir préfectoral était, lui, bien affiché. Le Premier ministre avait notamment demandé aux préfets de faire remonter leurs propositions à la fin du mois d’octobre dernier.

“Le projet de loi renforce les libertés locales. Dans le même mouvement, il conforte le contrôle de l’État, autour de la figure du préfet”, énonce l’avant-projet. Lors du débat “Clarification des compétences : quel bilan des lois de décentralisation, quelles perspectives ?”, le 11 février dernier, la ministre de l’Aménagement du territoire et de la Décentralisation, Françoise Gatel, rappelait devant les députés que le préfet devait se concevoir comme arbitre plutôt que contrôleur, accompagnant les élus locaux dans la recherche de solutions visant à renforcer l’efficacité de l’action territoriale.

Un préfet plus fort et plus souple

Concrètement, le texte confère notamment au préfet de département la qualité de délégué territorial des agences et

opérateurs de l'État, afin qu'il devienne le principal responsable des politiques publiques menées dans le département.

"Il doit, à cette fin, disposer des leviers d'action nécessaires, via les services qui concourent à l'action de l'État", précise le document, ajoutant que le représentant de l'État pourra adresser des directives d'action territoriale aux établissements et groupements d'intérêt public concernés, dont la liste devra être définie par décret en Conseil d'État.

Lire aussi : [Nouvel acte de décentralisation : après les élus locaux, le gouvernement sonde les préfets](#)

Par ailleurs, largement présenté comme un moyen de mieux répondre aux spécificités locales, le texte prévoit de renforcer le pouvoir de dérogation des préfets, en l'élargissant et en sécurisant leur responsabilité pénale. L'avant-projet de loi précise que celle-ci devra être *"motivée et publiée, justifiée par un motif d'intérêt général et l'existence de circonstances locales, avoir pour effet d'alléger les démarches administratives, de réduire les délais de procédure ou de favoriser l'accès aux aides publiques"*, en annonçant également faire du préfet *"guichet unique"*, pour les demandes de subventions des collectivités territoriales.

Un exemple concret de ce pouvoir de dérogation concerne le sport : dans certains cas, le préfet pourra accorder des délais supplémentaires pour la mise aux normes des équipements sportifs, en tenant compte de l'ampleur des travaux et des capacités financières des collectivités concernées, précise le document.

Enfin, le préfet verrait également son pouvoir de substitution renforcé. *"Il paraît opportun que l'État puisse s'assurer de la mise en œuvre effective des services publics locaux et garantir la sécurité des citoyens en lui donnant la faculté de se substituer aux collectivités territoriales en cas de carence"*, souligne le texte, qui précise que cette mesure respecte les conditions fixées par le juge constitutionnel. Si l'État peut déjà se substituer à une collectivité, mais uniquement dans certains cas précis, le projet entend désormais doter le préfet du pouvoir d'intervenir chaque fois qu'il existe une *"carence dûment constatée d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités, ou d'une autorité de police locale"*.

Les ARS transformées en directions

Autres dispositions prévues par l'avant-projet de loi : placer les services territoriaux de l'Agence de la transition écologique (Ademe) sous l'autorité du préfet de région pour *“les intégrer au sein des services déconcentrés de l'État compétents dans le domaine de l'environnement”*. Un sujet qui pose de nombreuses questions en particulier [autour du risque de politisation du rôle de cette agence chargée de porter une expertise objective sur la transition écologique](#).

Enfin, les agences régionales de santé (ARS) feront bien l'objet d'une réforme. Le gouvernement souhaite en effet les transformer en directions régionales et départementales de la santé et de l'autonomie (DRSA et DDSA), dans un souci *“de cohérence et d'unité de l'action territoriale de l'État et de meilleure prise en compte des attentes des élus, notamment des présidents des conseils départementaux”*.

Lire aussi : [Sous la menace d'une réforme, les ARS planchent sur le renforcement de l'échelon départemental](#)

Selon le texte, cette réforme permettrait également *“de rendre plus lisibles les interventions de l'État en matière d'environnement, d'économie circulaire, de transition énergétique et d'adaptation au changement climatique”*. Elle répond ainsi aux critiques régulièrement exprimées pointant régulièrement la distance des ARS avec les élus locaux et la difficulté à prendre en compte les problématiques spécifiques des territoires.

Cette réforme fait par ailleurs l'objet d'un travail mené par la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, qui devrait rendre ses conclusions au début du mois d'avril, dans le calendrier prévu pour la présentation de ce PJJ Décentralisation.